

# LA LETTRE

DE LA

# COOPERATION DECENTRALISEE

cités unies  
France

Juin 2008

## SOMMAIRE

EDITORIAL.....	4
L'ACTUALITE DU MOIS .....	5
AFRIQUE .....	6
AMERIQUE LATINE ET CARAÏBES .....	14
AMERIQUE DU NORD .....	16
ASIE.....	18
EUROPE.....	19
MEDITERRANEE .....	26
TOURISME RESPONSABLE .....	32
UNION EUROPEENNE.....	33
LES JOURNEES DE LA COOPERATION DECENTRALISEE.....	35
CGLU.....	36
REFLEXIONS .....	37
ACTUALITE.....	38
AGENDA .....	40
PUBLICATIONS .....	44

Après les élections municipales et cantonales, l'équipe de Cités Unies France s'efforce de mettre à jour l'ensemble de la base de données et des différentes listes de diffusion, au fur et à mesure que les collectivités communiquent les noms et coordonnées des nouvelles équipes – élus, personnels et parfois comités de jumelage. Nous vous prions de vérifier la réception effective de nos informations aux personnes concernées, de nous signaler toute erreur ou omission... et vous remercions par avance pour votre coopération et votre indulgence.

Pour plus d'informations, merci de contacter : Thi Tho Plattier  
Courriel : [t.plattier@cites-unies-france.org](mailto:t.plattier@cites-unies-france.org)

LE NOUVEAU SITE WEB DE CITÉS UNIES FRANCE  
EST EN LIGNE DEPUIS LE 25 FÉVRIER 2008 !

N'HÉSITEZ PAS À LE VISITER :

[www.cites-unies-france.org](http://www.cites-unies-france.org)

# EDITORIAL

## **Nouvelle mandature, nouveaux regards sur la coopération décentralisée**

Le jeudi 5 juin, Cités Unies France organisait une journée destinée aux nouveaux élus et aux nouvelles équipes, issus des élections municipales et cantonales de mars.

Plus de 150 élus et « territoriaux », venus de plus de 75 collectivités territoriales (« toutes catégories »), étaient réunis à la Maison de l'Europe, autour du président Charles Josselin, des membres du bureau, présidents de groupes-pays et thématiques, direction et équipe, et, bien entendu, les partenaires de l'association.

La journée fut un vibrant hommage à la vitalité de l'engagement international des collectivités territoriales.

Les « anciens » ont su transmettre leur passion pour la coopération internationale. Les participants ont pu apprécier comment des groupes-pays accompagnent l'évolution d'un pays, sur 10, 15, 20 ans, apportent du sens, entraînent de nouveaux partenariats, ...

Et cela ne se limite pas aux pays avec lesquels la charge historique voire émotive est forte. Avec les pays émergents, la coopération n'est pas « froide ». Les médias, nos gouvernants ne cessent de rappeler l'enjeu vital des pays émergents, pour l'avenir de notre économie. Les collectivités territoriales partagent, au moins jusqu'à un certain point, ce constat. Mais, ces collectivités inventent leur propre approche, où enjeux économiques sont placés à côté d'enjeux sociaux.

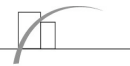
Une approche où les inégalités, les distorsions liées à des transformations rapides, sont également abordées. Une approche où la connaissance du partenaire, de son histoire, aide à tisser des liens, et à partager un travail sur des politiques publiques.

Des élus ont fait part de leur volonté de faire partager cette coopération entre collectivités à leurs populations. Un témoignage illustre comment une cinquantaine de jeunes, venus de plusieurs pays, accueillis dans autant de familles, ont soudainement élargi le cercle dans la ville.

Des nouvelles équipes expliquaient comment leur collectivité cherche à organiser leur coopération autour d'un domaine d'excellence, qui peut être valorisé à l'échelle nationale et internationale.

Les participants ont pu apprécier l'importance des complémentarités entre la coopération décentralisée et la coopération bilatérale et le rôle joué par la délégation pour l'action extérieure des collectivités locales.

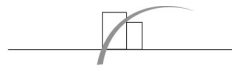
La journée l'a fait sentir à tous : la coopération décentralisée est bien vivante et reste une forme d'engagement avec un potentiel considérable pour nos territoires en France et à l'étranger. C'est une forme d'action qui se réinvente sans cesse, grâce aussi à ces nouveaux élus, ces nouvelles équipes. Cités Unies France sera heureuse de s'y associer ...



## LA CRISE ALIMENTAIRE ET LA COOPERATION DECENTRALISEE

La crise alimentaire mondiale, qui affecte plus gravement encore les pays en développement, interpelle les collectivités françaises, tant sur leur territoire, qu'au sein de leurs partenariats. La coopération décentralisée a toujours fait preuve d'engagement et de réactivité face aux tragédies auxquelles leurs partenaires étaient confrontés.

Aussi, le président de Cités Unies France a-t-il expressément confié au directeur général le soin de mettre en place un groupe de travail au sein de l'équipe avec les présidents des groupes-pays et les interlocuteurs institutionnels et associatifs de la coopération décentralisée. L'objectif de ce chantier est de proposer une analyse objective, à partir des groupes-pays et de l'actualité, une participation à des initiatives nationales qui seraient validées par le Bureau Exécutif de Cités Unies France. Les prochains numéros de la Lettre ainsi que des communications auprès des adhérents feront état de l'avancée de ces travaux.



## ACTUALITÉS BÉNIN

### Résultats des élections municipales

La Commission électorale nationale autonome (CENA) a publié mardi 20 mai 2008 le résultat des élections municipales qui ont eu lieu le 20 avril. Les scores longtemps attendus ont provoqué dans certaines villes des protestations du parti FCBE (Force cauris pour un Bénin émergent).

### Projet de port en eau profonde

Un site a été délimité aux environs de la capitale économique béninoise Cotonou, à Sèmè-Podji, pour construire un port en eau profonde d'ici à 5 ans. Des études de faisabilité ont été lancées avec le soutien des bailleurs de fonds. Le Bénin mise notamment sur l'aide américaine dans le cadre du Millenium Challenge Account (MCA).

Ce projet doit permettre de décongestionner le port actuel de Cotonou, dont le trafic est passé de 3,5 millions de tonnes en 2004 à 6 millions de tonnes en 2007. L'Etat béninois tire 80 % de ses recettes de l'activité portuaire.

(Source : [www.jeuneafrique.com](http://www.jeuneafrique.com))

## BURKINA FASO

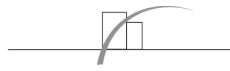
Président du groupe-pays : Michel Roux, Chambéry

### 11<sup>e</sup> édition de la journée de la coopération décentralisée organisée par l'Ambassade du Burkina Faso à Paris

Le 17 mai, l'Ambassade du Burkina Faso à Paris a tenu la 11<sup>e</sup> édition de sa « Journée de la coopération décentralisée ». Six mois après les Assises de la coopération décentralisée de Ouagadougou en décembre, les intervenants ont mis l'accent sur la place et le rôle de la femme dans le processus de décentralisation et dans les pratiques de coopération décentralisée. Quelques chiffres ont été donnés afin de mieux prendre compte l'évolution de la représentation féminine en politique.

Soungalo Ouattara, (ministre délégué chargé des Collectivités locales), Séraphine Ouedraogo (maire de Boulmiougou, représentante de l'Association des Municipalités du Burkina Faso et Présidente de la Maison de la Coopération Décentralisée), Maïté Druelle responsable du comité de jumelage de Bousbecque-Zorgho), Constance Koukoui (chargée de mission au pôle Afrique de Cités Unies France) ont par leur intervention suscité des débats denses, animés par Dramane Millogo, conseiller économique de l'Ambassade. Amado Kindo (FASODIA Transport et logistique) et Jean Decoux (ALDEFI Alliance pour le développement contre la pauvreté par la finance) ont également participé aux réflexions.

La question de l'éducation, de la formation apparaît comme une priorité pour accroître et rendre plus efficace la présence des femmes dans les projets de développement, dès la conception des projets, mais aussi pour garantir une participation plus importante des femmes dans la vie politique.



## ACTUALITÉS BURKINA FASO

Le Burkina Faso bénéficie d'une aide de 7,87 milliards de FCFA soit l'équivalent de 12 millions d'euros pour réaliser la deuxième phase du Plan décennal de développement de l'éducation de base qui s'inscrit dans les Objectifs du millénaire pour le développement. Ce financement, est assuré par l'Agence française de développement (AFD) vient consolider les relations de coopération franco burkinabaises.

(Source : [www.allafrica.com](http://www.allafrica.com))

## MAURITANIE

Président du groupe-pays : Michel Sapin, maire, Argenton sur Creuse

### **Donner envie de Mauritanie ! La contribution de Cités Unies France :**

#### **Le Dossier Pays Mauritanie vient de paraître !**

Elaboré par Cités Unies France, le Dossier Pays vise à présenter la Mauritanie pour toute collectivité française souhaitant s'engager en coopération avec ce pays. Il présente la structure politico-administrative du pays et fait le point sur les projets d'appui à la décentralisation en cours. Il permet également de se faire une idée de la coopération décentralisée franco-mauritanienne et présente une carte des partenariats.

Pour toute commande : Katarina Fotic  
Courriel : [peco@cites-unies-france.org](mailto:peco@cites-unies-france.org)

Site Internet de Cités Unies France :  
<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?rubrique46>

### **La Mauritanie à l'honneur à Paris**

Du 27 mai au 1er juin 2008, la Mauritanie a présenté pendant trois journées à la Bourse de Commerce à Paris, la Mauritanie « Terre d'espaces et de paix ». Cette manifestation visait à donner « une image réelle de la Mauritanie à travers des données sur les opportunités d'investissement, notamment dans le domaine de l'artisanat et du tourisme » selon le ministre de l'artisanat et du tourisme mauritanien, Mohamed Mahmoud Ould Brahim Khilil. Les Mauritaniens, qui souhaitent développer le tourisme, comme secteur économique, ont également pour objectif d'échanger leur point de vue dans ce domaine avec les Français présents.

Site Internet : <http://www.batonrouge.fr/salondelamauritanie/>.

### **Rencontre avec une délégation de l'Association des Maires et Parlementaires du Gorgol (AMPG) au GRDR (Groupe de Recherche et de Réalisations pour le Développement Rural)**

Une délégation de l'AMPG, en mission en France du 19 au 21 mai 2008, a été reçue par le GRDR le jeudi 22 mai. Cette rencontre a permis de réunir des représentants de collectivités françaises engagées avec des collectivités de la wilaya du Gorgol, ainsi que des maires et parlementaires issus de cette région et des associations de migrants. Ont été évoqués les programmes dans lesquels les différents acteurs sont engagés, notamment les deux programmes du GRDR : EDUCODEV (éducation au développement, actions en France) et PAIDEL (Programme d'Appui aux Initiatives de Développement Local, actions en Mauritanie). Les participants ont évoqué les difficultés qu'ils rencontrent dans le cadre de leur coopération.

Les associations de migrants et le GRDR sont confrontés à deux défis : d'une part, tenter de convaincre la nouvelle génération, que constituent les enfants de migrants, de s'investir



dans la coopération avec le pays d'origine de leurs parents, à l'image de ce qui a été fait par leurs aînés et, d'autre part, apprendre aux migrants comme aux populations locales à raisonner désormais en termes de commune ou de wilaya et non plus en termes de village.

Par ailleurs, un certain nombre de maires mauritaniens sont intervenus pour estimer que seules les communes se trouvant autour du fleuve Sénégal et ayant un nombre important de ressortissants en France, seraient concernées par les programmes d'appui au développement. Adama Sy, membre de l'équipe du PAIDEL, a confirmé que l'importance du nombre de ressortissants faisait partie des critères dans le choix des communes qui font parties du programme. D'autres critères entrent en jeu, comme l'existence d'un partenariat liant la commune à une collectivité étrangère et l'implication des communes candidates. Toutefois, il a tenu à souligner que le but est de choisir une commune qui ne bénéficie d'aucun appui afin de rééquilibrer les choses.

### **Témoignage de l'association des ressortissants de la commune de Arr, Wilaya (Région) du Guidimakha suite à la mission du maire d'Arr et de sa délégation en France, en février 2008 (article transmis par le GRDR)**

L'objectif de cette mission était de mieux faire connaître notre commune d'origine aux ressortissants d'Arr en France et de faire connaître à la délégation notre vie en France et nos projets associatifs.

Cette mission a permis à tous les ressortissants de la commune de se rencontrer. Nous avons présenté le maire de Arr et sa délégation à 4 maires de nos communes de résidence en France : Rouen, Compiègne, Bagnaux, Bobigny. Des rencontres ont eu lieu avec des partenaires : Hôpital de Dieppe, Réseau des Associations Mauritaniennes en Europe. Les jeunes de la commune de Arr ont organisé une fête culturelle par les jeunes de la commune de Arr

Suite à cette mission, les perspectives sont de créer une association communale réunissant toutes les associations villageoises qui interviennent à l'échelle communale et de travailler avec des communes françaises afin de mener des projets de co-développement

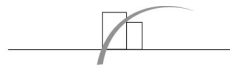
#### **Paroles de membres de la délégation et des ressortissants en France :**

- « Cette unité entre les ressortissants de la commune, les ressortissants ne parlent plus seulement de leur village, mais pensent en terme communal.
- La mobilisation et le dynamisme des jeunes nés ici qui s'organisent. Souvent, on pense que les jeunes sont tous des délinquants. Même la commune de Bobigny, où nous avons réalisé la fête, était surprise qu'il n'y ait aucun incident. Avant, il n'y avait pas d'échanges entre les jeunes et les aînés, aujourd'hui, le dialogue est plus ouvert, depuis l'arrivée de la délégation.
- Le maire est très impliqué dans son travail, je ne pensais pas qu'il était si performant, on ne s'attendait pas à ce qu'il y ait des gens actifs comme ça. Il a su mettre en confiance les jeunes
- On a été très bien accueillis par les maires français malgré la période électorale, j'étais également surpris de l'intérêt de ces maires français pour le développement du sud ».

#### **Parole d'un élu d'une autre commune mauritanienne, de Néré Walo, en mission en France en janvier 2008 avec le GRDR :**

« En France, je croyais que les gens vivaient à l'aise mais ils sont serrés dans des chambres, logements. Je ne pensais pas qu'il y avait des mendiants en France, même des femmes, surtout dans les gares. Les gens sont tout le temps en activité, les hommes, les femmes, les enfants, la journée, les maisons sont vides. Les gens mangent rarement en famille, sauf le soir. »





## Recherches de partenariats : les communes mauritaniennes de plus en plus demandeuses

Que ce soit lors de nos missions, de rencontres en France ou par nos contacts, les communes mauritaniennes sont de plus en plus nombreuses à nous solliciter pour trouver des collectivités françaises désireuses de s'engager en coopération décentralisée en Mauritanie. Nous pouvons ainsi faire état des demandes suivantes :

- classée au patrimoine mondial de l'UNESCO, **la ville de Oualata** cherche une coopération décentralisée par l'intermédiaire de son maire, en particulier dans le domaine du patrimoine, mais pas uniquement
- **la commune d'El Minha** : commune la plus pauvre de la communauté urbaine de Nouakchott, la commune d'El Minha a déjà travaillé avec la Croix-rouge sur des questions de risques sanitaires. Le plan de développement de la commune est disponible
- **la commune de Ould Naga**, à 50km de Nouakchott sur la route de Aleg, le maire de Ould Naga recherche de l'expertise technique, un appui pour les équipements collectifs et l'appui aux coopératives féminines. Des contacts existent avec ESF, SOS Sahel International
- **la commune d'Amourj**, commune capitale de la moughataa dans le Hodh el Gharbi, recherche une coopération pour l'appui à ses projets ; c'est une commune qui a été appuyée par la Coopération française (PADDEM) ;
- **la commune d'Arr**, dans le Guidimakha, recherche sa jumelle. Cette commune est comme beaucoup d'autres accompagnée dans ses démarches de développement et de recherche de partenaire accompagnée par le GRDR ; une délégation a assisté à la réunion du groupe-pays Mauritanie de février 2008 ;
- **la commune d'El Vor** (wilaya de Bababe) et en son sein le village d'Abdalla Diere, recherche un partenariat avec pour axes le développement économique et social. Une fiche de présentation du village est disponible.

Pour plus d'informations : Astrid Frey, chargée de mission

Courriel : [a.frey@cites-unies-france.org](mailto:a.frey@cites-unies-france.org)

Tél : +33 1 53 41 81 96.

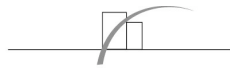
## ACTUALITÉS MAURITANIE

Samedi 24 mai un projet d'électrification par l'énergie solaire de six communes de la Wilaya du Guidimakha, a été lancé. L'objectif étant d'élever le niveau de vie de la population en permettant au plus grand nombre d'accéder à l'énergie

Le Japon, à travers le Fonds Japonais pour le Développement Social (FJDS), a fait don de plus de 800.000 dollars au gouvernement mauritanien. Cette somme est notamment destinée à favoriser l'accès des pauvres à la justice, mais également à développer les capacités et programmes d'alphabétisation et à renforcer les capacités des ONG spécialisées dans la défense des droits de l'Homme.

Une subvention financière d'une valeur de 600 millions de francs CFA a été attribuée par l'Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO), destinée à la protection des plantes et à l'appui des agriculteurs. Cette initiative des Nations Unies s'inscrit dans le cadre du programme mis en place par le gouvernement mauritanien afin de lutter contre la hausse des prix qui a entraîné une crise alimentaire mondiale.

(Source : [www.mauritanie-web.com](http://www.mauritanie-web.com))



## ACTUALITÉS NIGER

### **Prorogation du mandat des conseillers municipaux jusqu'au 30 juin 2009**

Le mandat des conseillers municipaux du Niger, dont la fin est prévue légalement le 10 septembre 2008, a été prolongée jusqu'au 30 juin 2009, selon une décision prise par le conseil des ministres. La prorogation du mandat des conseillers permettra au comité chargé de la reprise intégrale du fichier électoral d'accomplir sa mission avant les prochaines échéances.

(Source : [www.jeuneafrique.com](http://www.jeuneafrique.com))

### **Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Autorité du Bassin du Niger (ABN)**

Le 8ème Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'ABN s'est tenu le 30 avril 2008 à Niamey. Au terme des débats concernant le plan d'action en vue de la promotion du développement durable dans le bassin du Niger, les chefs d'Etat et de gouvernement des pays participants ont adopté le programme d'investissement 2008-2027 du Bassin du Niger ainsi que la Charte de l'eau de cette région. A la même occasion, une réunion des bailleurs de fonds a été annoncée pour le 23 juin 2008.

(Source : [www.abn.ne](http://www.abn.ne))

## ACTUALITÉS SÉNÉGAL

Le Fonds Monétaire International (FMI) considère que le Sénégal se trouve dans une situation budgétaire « très difficile » et considère que si la situation ne s'améliore pas le pays risque de ne plus être en mesure de payer les salaires de la fonction publique. Toutefois, le gouvernement sénégalais relativise ces propos et affirme n'avoir aucun problème pour le paiement des salaires.

Un appel à crédit a été lancé par le président sénégalais, Abdoulaye Wade, afin de pouvoir acheter les semences et engrais nécessaires pour que le pays atteigne l'autosuffisance alimentaire d'ici cinq ou six ans. L'Inde de son côté s'est déjà engagée à fournir au Sénégal 600.000 tonnes de riz, nécessaires pour sa consommation annuelle, et ce pendant 6 ans.

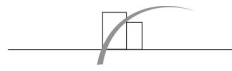
(Source : [www.jeuneafrique.com](http://www.jeuneafrique.com))

## TOGO

Président du groupe-pays : Norbert Bealu, Bressuire

Le comité de pilotage du programme concerté de promotion et renforcement de la coopération décentralisée franco-togolaise se réunira le 20 juin dans la collectivité chef de file, Chauray, pour faire le bilan d'une première année d'activités auprès des partenariats engagés.

Pour plus d'informations : Constance Koukoui, chargée de mission  
Courriel : [c.koukoui@cites-unies-france.org](mailto:c.koukoui@cites-unies-france.org)



## ACTUALITÉS TOGO

Une aide budgétaire de l'ordre de 2,5 millions d'euros va être accordée par la France au Togo pour soutenir le programme économique triennal de ce pays. D'autre part une table ronde sera organisée les 18 et 19 juin 2008 à Bruxelles réunissant les autorités togolaises et des bailleurs de fonds internationaux dans le cadre de la reprise des relations du Togo avec la communauté financière internationale.

(Source : [www.jeuneafrique.com](http://www.jeuneafrique.com))

## MADAGASCAR

Président du groupe-pays : Jean-Louis Destans, président du Conseil général de l'Eure

### **Le Madagascar action plan (MAP) présenté à Cités Unies France**

Cités Unies France a reçu, mercredi 21 mai 2008, une importante délégation malgache de dix personnes, conduite par Harison Randriarimanana, ministre de l'Environnement et du Tourisme, et Abdou Salame, ministre de la Fonction publique.

Cette rencontre a permis à Bertrand Gallet, directeur général de Cités Unies France, ainsi qu'aux membres de l'association qui l'accompagnaient, d'évoquer le rôle Cités Unies France en matière de coopération décentralisée et de tourisme responsable.

Le premier objectif de la délégation était de présenter le Madagascar action plan (MAP) ; des responsables, chargés des huit priorités du plan de développement malgache pour la période 2007-2012 étaient présents. Ces huit priorités sont : (1) gouvernance responsable, (2) infrastructure reliée, (3) transformation de l'éducation, (4) développement rural, (5) santé, planning familial et lutte contre le VIH/SIDA, (6) économie à fort croissance, (7) environnement, (8) solidarité nationale.

La réunion a permis de faire un point sur l'état de la décentralisation malgache : le Fonds de développement local devrait être fonctionnel encore cette année ; le code des collectivités territoriales devrait être adopté lors de la session parlementaire du mois de juin. Enfin, l'ensemble des maires et conseillers municipaux ont reçus une formation de deux jours sur le « métier de maires » (gestion des compétences et des ressources) les 19 et 20 mai, dispensé par l'Institut national de Leadership de Madagascar (NLIM), sur financement du ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation en collaboration avec l'Allemagne et l'Union Européenne

Information obtenue hors de cette réunion : des fonds spéciaux d'une valeur de plus de 38 millions de dollars ont été accordés aux maires par le gouvernement malgache, à être utilisés par les maires pour les priorités de leur commune.

Compte tenu de ses intérêts en tant que chef de délégation et profitant de la présence de Fabiola Rivas et de Anne-Claire Gaudru, responsables de la question du tourisme solidaire au sein de CUF, le ministre de l'Environnement et du Tourisme a tenu à rappeler l'engagement de son État en faveur de la mise en place d'une politique en matière de tourisme respectueuse de l'environnement. Par ailleurs, la réunion ayant eu lieu au sein des locaux de la fédération des parcs naturels régionaux, le Ministre en a profité pour transmettre ses vœux pour la mise en place de relations avec la Fédération des Parcs.

Une prochaine réunion du groupe-pays Madagascar, présidé par Jean-Louis Destans, président du Conseil général de l'Eure, pourra porter sur le thème du tourisme solidaire.



Par ailleurs, Madagascar réunira les 9 et 10 juin 2008 une conférence - table ronde des partenaires de développement pour discuter avec le gouvernement malgache du financement de la stratégie de développement malgache - le MAP (Madagascar Action Plan) et de sa traduction en politiques publiques.

Pour plus d'informations : Astrid Frey, chargée de mission  
Courriel : [a.frey@cites-unies-france.org](mailto:a.frey@cites-unies-france.org)

## ACTUALITÉS MADAGASCAR

Une subvention d'une valeur de 19 millions de dollars a été accordée par l'Agence Française de Développement (AFD), à Madagascar afin de soutenir le développement agricole du pays.

Madagascar a décidé de suspendre ses exportations de riz pour protéger le pays contre la hausse des prix des denrées alimentaires dans le Monde. Le gouvernement veut prévenir le risque pour les commerçants malgaches de renoncer aux marchés locaux pour vendre leurs produits à l'étranger (où les prix du riz ont augmenté de 75% selon la Banque Mondiale), ce qui entraînerait des troubles sociaux dus à une flambée des prix. Toutefois, le gouvernement a précisé que cette mesure était provisoire et a annoncé sa volonté de doubler sa production de riz d'ici à 2009 et de la tripler d'ici à 2012.

(Source : [www.jeuneafrique.com](http://www.jeuneafrique.com))

## COTE D'IVOIRE

### Diplomatie des villes

Un an après son déplacement en mars 2007 avec le Secrétaire Général de Cités et Gouvernements Locaux Unis – Afrique (CGLU-A) puis en mai de la même année, le Président de Cités Unies France se rendra en Côte d'Ivoire courant juin, en vue de rencontrer les associations ivoiriennes représentant des villes et départements.

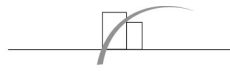
L'UVICOCI (Union des Villes et Communes de Côte d'Ivoire), en lien avec l'ADCI (Association des Départements de Côte d'Ivoire), avaient alors souhaité que CGLU et la coopération décentralisée soient un des leviers de reconnaissance du rôle que pouvaient jouer les collectivités dans la réconciliation des communautés ivoiriennes et la reconstruction du pays.

L'objectif de cette mission de juin est de préciser les modalités de mobilisation des collectivités partenaires des collectivités ivoiriennes, en France et en Europe, en vue d'une rencontre d'ici la fin de l'année qui pourrait être soutenue par la Délégation de la Commission européenne en Côte d'Ivoire.

Pour plus d'informations : Constance Koukoui, chargée de mission  
Courriel : [c.koukoui@cites-unies-france.org](mailto:c.koukoui@cites-unies-france.org)

## REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Le 15 mai, une haute délégation du Sénat de la République Démocratique du Congo, conduite par son Président M. Kengo Wa Dengo, a été reçue par le Président de Cités Unies France et le Directeur des Relations internationales du Sénat français.



Conscients de la faiblesse voire l'inexistence d'une coopération décentralisée franco-congolaise le Sénat congolais et Cités Unies France ont convenu, dans les mois à venir, de mobiliser les collectivités des deux pays pour une meilleure connaissance mutuelle. Le soutien des ambassades et d'organisations de la société civile reconnues, ainsi que l'organisation d'une rencontre à l'occasion de la venue en France de collectivités congolaises pourraient contribuer à créer des liens.

Pour plus d'informations : Constance Koukoui, chargée de mission  
Courriel : c.koukoui@cites-unies-france.org

## **AFRIQUE CINEMASCOPE 2008 – Projection de films africains**

L'Ambassade du Burkina Faso organise dans ses locaux le samedi 14 juin 2008 à 14H00, une projection de films africains. Les réalisateurs Edouard CARRION (La Rivale) et Sylvestre AMOUSSOU (Africa Paradis) seront présents.

Programmation :  
La Rivale  
Africa Paradis  
Indigènes

Pour plus d'informations : Apollinaire BAGHNYAN  
Ambassade du Burkina Faso à Paris, Relations Publiques et Tourisme  
Courriel: yamneyam@hotmail.com  
Fax: 01 42 56 50 07

## **Quatrième Conférence internationale de Tokyo sur le développement durable de l'Afrique - TICAD IV (28-30 mai 2008)**

Le thème de la TICAD IV, l'une des plus importantes conférences internationales sur le développement de l'Afrique en 2008 est : « Vers une Afrique qui gagne : un continent d'espoir et d'opportunités ». Les priorités de la conférence sont les suivantes : encourager la croissance économique ; assurer la « sécurité humaine », y compris la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et la consolidation de la paix et la démocratisation ; traiter des questions de l'environnement et du changement climatique. Les résultats de la TICAD IV devraient nourrir les travaux du Sommet du G-8 de Hokkaido Toyako qu'abritera le Japon du 7 au 9 juillet 2008.

La TICAD IV a été préparée par des réunions et conférences d'une large portée, dont des consultations avec les dirigeants africains, la Commission de l'Union africaine, le NEPAD, les organisations régionales africaines, les grandes organisations internationales et régionales, les partenaires dont certains pays industrialisés, pays asiatiques et autres pays en développement ainsi que la société civile, les organisations non gouvernementales et le secteur privé.

Le secrétaire d'Etat, chargé de la Coopération et de la Francophonie, Alain Joyandet, avait participé à cette conférence.

(Source : [www.ticad.net](http://www.ticad.net))

## CUBA

Président du groupe-pays Caraïbes : Charles Josselin, président de Cités Unies France

À l'initiative du Grupo Sur, coordination d'ONG européennes de solidarité et de coopération internationale, une lettre ouverte a été adressée aux autorités de l'Union Européenne pour la normalisation des relations entre l'UE et Cuba. Cette lettre a été également distribuée le 26 mai 2008 lors de la conférence « *la normalisation des relations Union Européenne-Cuba, et les potentialités de la coopération au développement* » organisée avec le Comité de Solidarité avec le peuple de Cuba du Parlement Européen. Elle adresse deux recommandations principales à l'Union européenne : éliminer définitivement les sanctions imposées en 2003 contre Cuba, afin de pouvoir ensuite avancer dans un « cadre de relation » basé sur la réciprocité et le respect mutuel.

Site Internet : [www.gruposur.eu.org](http://www.gruposur.eu.org)

## AMÉRIQUE CENTRALE

Président a.i. du groupe: Marie-Pierre Rouger, conseillère régionale de Bretagne

### Premier Forum des Autorités Locales d'Amérique Centrale (FALCA)

Les 17 et 18 avril 2008 s'est tenu le Premier Forum des Autorités Locales d'Amérique Centrale à San Salvador (au Salvador). Plus de 400 gouvernements locaux du Guatemala, Honduras, Nicaragua, el Salvador, Costa Rica et Panama, étaient présents à cet événement.

Le Forum s'est constitué comme une instance permanente permettant un débat politique, des échanges et l'émergence de propositions, dans le but d'améliorer les politiques publiques territoriales ; il a donné lieu à deux déclarations pour la création du Réseau des Maires et Conseillères centraméricaines et du Réseau des Villes d'Amérique centrale. De plus, la rencontre a permis d'officialiser le début du processus d'élaboration de la Déclaration d'Autonomie Municipale, mettant en relief l'importance des gouvernements locaux dans le développement et l'intégration centraméricaine.

La déclaration finale du Forum a souligné le compromis des autorités locales centraméricaines pour la défense de l'autonomie locale, le renforcement des gouvernements locaux, la décentralisation de l'Etat et l'intégration centraméricaine.

Site Internet : <http://www.falca.ws/main.html>

## AMÉRIQUE LATINE / CARAÏBES - UNION EUROPEENNE

### Cinquième Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement, Amérique latine et Caraïbes – Union européenne, Lima, 16 et 17 mai 2008

Pour l'UE, l'objectif général de ces Sommets est de rappeler la grande importance des relations de l'Union avec l'Amérique latine et les Caraïbes, de souligner les intérêts mutuels de chaque région et de démontrer les efforts continus dans le renforcement de l'Association stratégique UE-ALC.

Le Sommet de Lima, qui s'est tenu les 16 et 17 mai 2008, se centrait sur deux thématiques importantes :

- éradication de la pauvreté, de l'inégalité et de l'exclusion
- développement durable : changement climatique, environnement, énergie.



Sur le premier volet, et en particulier sur la participation sociale et le sentiment d'appartenance, la Déclaration finale a souligné qu'il était essentiel d'augmenter la participation des citoyens dans le processus d'élaboration et de mise en place de politiques et programmes sociaux pour favoriser l'inclusion sociale.

Dans ce sens, le Sommet reconnaît l'importance de la coopération entre les autorités locales des deux régions dans le domaine de l'inclusion sociale et promeut l'organisation des forums bi-régionaux des collectivités locales tous les deux ans, comme celui qui a été organisé en novembre 2007, à Paris.

Quant au deuxième volet, les chefs d'Etat et de gouvernement ont décidé de la mise en place d'un programme « EUROCLIMAT » qui devrait permettre l'échange d'informations et la lutte contre les conséquences du réchauffement climatique. Le prochain sommet se déroulera en 2010 en Espagne.

Site Internet : <http://www.vcumbrealcue.org/website/index.php>

## **BRÉSIL**

Président du groupe-pays : Michel Vauzelle, président du Conseil régional Provence-Alpes Côte d'Azur

### **Réunion d'installation du comité d'organisation des 3èmes Rencontres de la coopération décentralisée franco-brésilienne**

Cette réunion a eu lieu le 29 avril 2008 à Cités Unies France. Le Sénateur Jean Besson, président du comité d'organisation, vice-président du Conseil régional Rhône-Apes, a présidé la réunion et présenté les grandes lignes de la prochaine rencontre qui sera accueillie par la région Rhône-Alpes, fin 2009.

Le compte-rendu de cette réunion est consultable sur le site Internet : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article514>





## Enjeux locaux dans la campagne pour les élections présidentielles américaines

Après le projet porté par la National League of Cities développé dans notre Lettre du mois d'avril, voici celui développé par la United States Conference of Mayors.

La United States Conference of Mayors (USCM) est une association d'élus de villes comptant plus de 30 000 habitants (elle compte 1 130 membres aujourd'hui). Chaque ville y est représentée par son/sa maire.

Ses objectifs principaux consistent à promouvoir des politiques nationales qui, pour être efficaces, doivent prendre en compte les réalités urbaines et métropolitaines. Elle s'assure que les enjeux urbains soient intégrés au débat national. Elle propose par ailleurs des outils de management aux exécutifs locaux et leur offre un espace de débat.

Partant du postulat que ce sont les villes américaines qui sont les moteurs de l'économie nationale, et compte tenu du contexte à la fois international et domestique, l'USCM préconise une bonne articulation entre les niveaux fédéral et local.

L'organisation a élaboré un document reprenant 10 priorités identifiées par ses membres (« Strong Cities, Strong Families...for a Strong America », « Des villes fortes, des familles soudées pour une Amérique solide » (NDLR)) :

- **une enveloppe gouvernementale pour les collectivités locales pour le climat**, les maires étant dans une position idéale pour favoriser les changements de comportement et s'engager dans des actions innovantes. Aujourd'hui 800 villes américaines ont signé la charte pour la protection du climat de la USCM.
- **la lutte contre la délinquance dans les villes** avec : une augmentation de la police de terrain, une législation adaptée à la lutte anti-gang et des dispositifs pour prévenir l'entrée dans les gangs, la réhabilitation d'anciens détenus qu'il faut accompagner, l'interdiction des armes d'assaut.
- **le doublement de l'enveloppe budgétaire consacrée à la cohésion sociale** (« community development ») qui a stagné depuis le début des années 80.
- **la mise en place de fonds pour le logement** compte tenu de la carence en logements abordables et, dans le contexte de la crise des subprimes, la réorganisation de l'administration du logement au niveau fédéral.
- **la modernisation, la reconstruction et l'entretien des infrastructures**, notamment dans le secteur des transports, de l'eau, des déchets, de la communication, des écoles et du logement.
- **une meilleure qualification de la population active** compte tenu de la pression internationale et l'accent sur la formation et l'accès à l'emploi des jeunes.
- **une politique pour l'enfance** (développement, santé, éducation) et notamment la petite enfance plus soutenue au niveau fédéral.
- **la sécurité intérieure** avec la bonne mise en œuvre des programmes adoptés après le 11 septembre au niveau fédéral (sur la communication, la sécurité portuaire, la sécurité des transits...), la mise en place d'une politique fédérale sur la sécurité des transports (pour faire face aux catastrophes naturelles) et **un appel à une réforme globale de l'immigration** avec sécurisation des frontières et régularisation des 12 millions d'illégaux sous certaines conditions (pas de condamnations pour des crimes, apprentissage de l'anglais et paiement des impôts).





- **le tourisme** comme priorité nationale compte tenu de son déclin depuis les événements du 11 septembre et des procédures extrêmement restrictives d'entrée et de séjour en place. Un équilibre est à trouver entre la sécurité intérieure et la politique touristique. **Et la création d'un secrétariat d'État** à la culture compte tenu de l'impact de la culture en termes de retour économique et de facteur de cohésion sociale.

- **la restriction** de la capacité du Congrès à attribuer des compétences fédérales aux villes sans les moyens

(Source : United States Conference of Mayors : <http://usmayors.org/uscm/home.asp>)

Pour plus d'informations : Guylaine Traoré, chargée de mission  
Courriel : [g.traore@cites-unies-france.org](mailto:g.traore@cites-unies-france.org)



## VIETNAM

### **Nouvelle chargée de mission « coopération décentralisée » à l'Ambassade de France à Hanoi**

**Léa Bigot** remplace Agnès Schilling au poste de chargée de mission Coopération décentralisée et non gouvernementale auprès du Service de Coopération et d'Action Culturelle de l'Ambassade de France au Vietnam.

Courriel : [lea.bigot@diplomatie.gouv.fr](mailto:lea.bigot@diplomatie.gouv.fr)

Tel : (84-4) 944 57 96/00

Fax : (84-4) 944 57 87

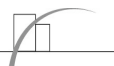
## CHINE

### **Accord DUD - 2<sup>ème</sup> réunion du groupe « Transports »**

La prochaine réunion du groupe « Transports », mis en place dans le cadre de la mise en œuvre de l'accord de coopération franco-chinois sur le développement urbain durable (DUD) aura lieu le 10 juin prochain (de 9h30 à 12h30, à La Défense).

### **2<sup>ème</sup> Conférence internationale des villes jumelées, à Pékin : 7 au 10 novembre 2008**

L'Association du peuple chinois pour l'amitié avec l'étranger (APCAE) organisera, juste après le Forum Urbain Mondial de Nankin, sa 2<sup>ème</sup> Conférence internationale des villes jumelées, à Pékin, du 7 au 10 novembre 2008.



## ROUMANIE

Présidente du groupe-pays : Christiane Eckert, adjointe au maire de Mulhouse

La prochaine **réunion du groupe-pays Roumanie** se tiendra à Cités Unies France, le jeudi 12 juin, de 10h00 à 13h00.

Pour plus d'informations : Fabiola Rivas, chargée de mission Roumanie  
Courriel : f.rivas@cites-unies-france.org

## ACTUALITÉS ROUMANIE

### **Vote uninominal dès les municipales du 1<sup>er</sup> et 15 juin 2008**

Le 4 mars dernier, la Chambre des Députés a adopté le projet de loi sur l'introduction du vote uninominal. Les électeurs seront désormais appelés à voter pour un candidat et non plus pour une liste. Les élections municipales et du judet (des assembles départementales) se tiendront les 1<sup>er</sup> et 15 juin prochains. Le territoire sera divisé en 42 circonscriptions électorales correspondant aux 41 départements ainsi que le municipe de Bucarest. Le seuil électoral qui permettra l'accès au Parlement des partis sera fixé à 5 % .

Pour la première fois depuis 1989, la Roumanie élit aussi ses futurs présidents de conseils départementaux. Ils sont élus au vote uninominal et les conseillers seront élus par un scrutin de liste.

### **Bonnes performances économiques**

Au premier trimestre de 2008, la Roumanie a connu ses meilleures performances économiques depuis la chute du communisme, en 1990. Le ministre de l'économie et des finances, Varujan Vosganian, a annoncé que le produit intérieur brut était monté de 7,5% par rapport à la même période de l'année dernière. La Commission européenne confirme ces performances, améliorant les prévisions économiques pour l'année en cours pour la Roumanie.

(Source : <http://www.rri.ro>)

## POLOGNE

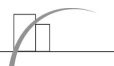
Présidente du groupe-pays : Mme Roselyne Lefrançois, maire-adjointe de Rennes et députée européenne

### **Dernière réunion du groupe-pays Pologne : 16 mai 2008**

Le 16 mai dernier, le groupe-pays Pologne s'est à nouveau réuni, dans les locaux de Cités Unies France. Cette réunion, animée par la présidente Mme Roselyne Lefrançois, a permis d'évoquer des aspects très concrets de la coopération décentralisée franco-polonaise.

SEM l'Ambassadeur de Pologne en France, Tomasz Orłowski, est revenu sur l'actualité politique, économique, sociale et européenne de la Pologne. Après avoir souligné le caractère singulier de la coopération décentralisée franco-polonaise en Europe, il a notamment insisté sur la nécessité de lui donner une impulsion nouvelle, en y associant notamment l'Ukraine.

Andreas Korb, attaché de coopération à l'Ambassade de France en Pologne, a présenté l'aide du ministère des Affaires étrangères et européennes aux projets de coopération décentralisée franco-polonais. Il a insisté, par ailleurs, sur la nécessité de développer des partenariats franco-polonais à partir de thématiques qui soient réellement en adéquation



avec les préoccupations des collectivités territoriales polonaises et sur le souhait de l'Ambassade de rechercher des synergies entre la coopération décentralisée et la coopération technique bilatérale.

Iwona Kuczma, attachée chargée des questions régionales à la Mission Economique à Varsovie, est revenue sur les différents programmes liés à la politique de cohésion de l'Union européenne et sur la mise en œuvre des fonds structurels en Pologne. L'accent a été mis sur l'opportunité que ces programmes représentent pour les échanges franco-polonais, à la fois pour les entreprises mais aussi pour les collectivités territoriales françaises, autour de thématiques fortes comme l'urbanisme ou les transports.

Plus d'informations seront disponibles prochainement sur le site de Cités Unies France : [www.cites-unies-france.org](http://www.cites-unies-france.org)

### **Séminaire sur l'aménagement du territoire et le développement urbain, à Varsovie, le 3 octobre 2008**

Dans le cadre de la coopération entre le Ministère du développement régional polonais (MRR), la Délégation Interministérielle à l'Aménagement et à la Compétitivité des territoires (DIACT) et France Coopération International (FCI) sur la mise en œuvre des fonds structurels, le MRR et l'Ambassade de France en Pologne organiseront un séminaire sur l'aménagement du territoire et le développement urbain, à Varsovie, le 3 octobre prochain.

Cités Unies France s'est associée à cette initiative puisque ce séminaire a, entre autres, pour objectif de lancer un échange d'expériences entre acteurs français et polonais, et notamment entre collectivités territoriales, dans les domaines de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme et de favoriser l'émergence de nouvelles thématiques de coopération tout en valorisant le savoir-faire français dans ces domaines.

Quatre thématiques seront à l'honneur : les transports urbains et régionaux « intégrés », le renouvellement urbain, les relations entre la ville et la campagne et la coopération intercommunale.

Le programme de la manifestation sera disponible avant l'été.

Pour plus d'informations : Hélène Migot, chargée de mission Europe-Asie

Courriel : [h.migot@cites-unies-france.org](mailto:h.migot@cites-unies-france.org)

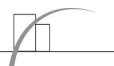
## **ACTUALITÉS POLOGNE**

### **Visite du président français Nicolas Sarkozy en Pologne**

Nicolas Sarkozy a effectué une visite en Pologne le 28 mai, visite au cours de laquelle il a rencontré son homologue polonais Lech Kaczynski ainsi que le Premier ministre, Donald Tusk. Les deux présidents ont signé un partenariat stratégique qui couvre tout le spectre de la coopération, des domaines politique et scientifique à la défense ou encore l'énergie nucléaire et l'agriculture. Dans un discours devant la diète polonaise, le Président français a affirmé que ce texte doit marquer « la volonté de la France de s'afficher davantage en Europe centrale et de reconnaître la Pologne au rang des acteurs majeurs de l'Europe ». C'est la deuxième visite de Nicolas Sarkozy en Pologne en seulement un an de présidence.

### **La Pologne, sixième État membre de l'Eurocorps**

La Pologne entend participer plus activement à l'Europe de la Défense. Le 14 mai, le ministre polonais de la Défense, Bogdan Klich, a annoncé que la Pologne rejoindrait les



forces militaires de l'Eurocorps d'ici 2009-2010. La Pologne deviendrait ainsi le sixième Etat membre de ce corps d'armée créé en 1993, après la France, l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne et le Luxembourg.

### **Visite de Danuta Hübner, commissaire européenne à la politique régionale, en Pologne**

Le 21 mai, lors d'une visite officielle à Varsovie, la commissaire européenne à la politique régionale, Danuta Hübner, a invité la Pologne à mettre en place des conditions propices aux investissements européens prévus pour la période 2007-2013. Selon Danuta Hübner, « la politique de cohésion européenne peut aider la Pologne à libérer pleinement son potentiel économique et à atteindre des objectifs de développement ambitieux ». Le pays doit pour cela travailler à la mise en place d'un cadre juridique stable, respectueux des principes de transparence, de partenariat et de développement durable. Le gouvernement doit veiller notamment à ce que la législation polonaise en matière d'environnement, d'aménagement du territoire, de construction et de marchés publics soit conforme à celle de l'UE. Il est également vital de rationaliser le processus d'investissement et d'assurer une bonne gestion financière.

## **BALKANS**

### **Réunion d'informations sur les Balkans occidentaux : 15 mai 2008**

La réunion d'informations sur les Balkans occidentaux, qui s'est tenue toute la journée du 15 mai dans les locaux de Cités Unies France, a mobilisé de nombreux participants et a été l'occasion d'amorcer une véritable réflexion de fond sur l'avenir de la coopération décentralisée dans la région.

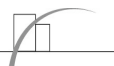
Dans un premier temps, Jean-Claude Mairal, vice-président du Conseil régional de l'Auvergne, a ouvert le débat en précisant les objectifs et les implications des « Premières rencontres régionales de la coopération transfrontalière, du développement durable, des territoires et de la coopération décentralisée dans les Balkans », qui auront lieu à Sofia, les 3 et 4 juillet 2008.

Plusieurs intervenants ont ensuite évoqué le contexte politique et institutionnel de la région. Jean-Arnaud Derens, rédacteur en chef du *Courrier des Balkans*, est revenu sur l'actualité brûlante des pays de la zone, marquée par des bouleversements majeurs, et sur ses enjeux futurs. François Frison-Roche, chargé de recherche au CNRS, a fait une présentation éclairante et sans concessions du processus de décentralisation dans les Balkans, processus qui doit compter avec une culture politique et administrative particulière.

Cette réunion a été également l'occasion de mieux faire connaître NALAS, réseau d'associations nationales de pouvoirs locaux d'Europe du Sud Est, aux participants, grâce à la présence de Marija Sosic, chargée de mission au sein du réseau.

Le second temps des débats a été consacré à la coopération bilatérale française et au rôle de l'Union européenne dans la zone. Face au contexte particulier des pays de la région et au caractère mitigé du bilan de la coopération bilatérale française, Guillaume Robert, chargé de mission à la DGCID, a proposé une nouvelle méthodologie d'action.

La jeunesse, parce qu'elle est l'enjeu de problèmes intercommunautaires particulièrement forts, a clairement été identifiée comme la priorité de demain par l'ensemble des participants et des intervenants.



Aux yeux d'Alain Terrenoire, qui a été rapporteur d'une étude sur les Balkans occidentaux et l'Union européenne du Conseil Economique et Social, l'UE représente la solution pour la région et a d'ailleurs appelé à un rôle plus actif de l'UE.

Nadège Ragaru, chargée de recherches au CNRS et chercheur associé au CERI, est pour sa part revenue plus en détails sur les relations qu'entretiennent les pays de la zone et l'Union européenne et s'est prononcée pour une ouverture rapide des négociations d'adhésion.

La réunion s'est achevée par une présentation de l'instrument de pré-adhésion, dont Lionel Franceschini, chargé du suivi de l'IPA à la Représentation Permanente de la France auprès de l'Union européenne, a montré toutes les opportunités.

Plus d'informations seront disponibles prochainement sur le site de Cités Unies France : [www.cites-unies-france.org](http://www.cites-unies-france.org)

## **Premières rencontres régionales de la coopération transfrontalière, du développement durable, des territoires et de la coopération décentralisée dans les Balkans, à Sofia, les 3 et 4 juillet 2008**

Les « Premières rencontres régionales de la coopération transfrontalière, du développement durable, des territoires et de la coopération décentralisée dans les Balkans », qui auraient dû avoir lieu les 5 et 6 juillet 2007, à Thessalonique, auront lieu à Sofia, les 3 et 4 juillet 2008.

Elles ont pour objectif de permettre aux collectivités territoriales françaises de rencontrer leurs homologues d'Europe du Sud-Est et de Turquie.

Cités Unies France participe au comité de pilotage français d'organisation de ces rencontres et organisera, en lien avec NALAS, Réseau d'associations nationales de pouvoirs locaux d'Europe du Sud-Est, un forum intitulé "La coopération décentralisée en pratique" à cette occasion.

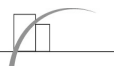
Pour plus d'informations : Hélène Migot, chargée de mission Europe-Asie  
Courriel : [h.migot@cites-unies-france.org](mailto:h.migot@cites-unies-france.org)

### **ACTUALITÉS BALKANS**

#### **Patrimoine culturel**

Le commissaire européen Jàn Figel a lancé le Processus de Ljubljana, lors de la conférence « Nouveaux paradigmes, nouveaux modèles – la culture dans les relations extérieures de l'UE », qui s'est tenue à Ljubljana, le 13 mai dernier.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre de l'action commune à long terme menée par le Conseil de l'Europe et la Commission européenne dans le contexte plus vaste du processus d'élargissement de l'Union européenne. Elle s'attachera principalement à financer des projets de réhabilitation du patrimoine culturel dans les Balkans occidentaux et à encourager l'adoption de stratégies de financement durables. L'investissement global nécessaire pour les 26 «Projets consolidés» identifiés à ce jour dans la région est estimé à environ 50 millions d'euros. Sur la période 2003-2008, l'aide de la Commission européenne dans ce secteur s'était élevée à plus d'un million d'euros à travers le Programme Culture de l'UE et dépassait les 14 millions d'euros par le biais du processus d'élargissement.



## **Élections législatives et municipales en Serbie, le 11 mai 2008**

Les Serbes ont choisi l'intégration à l'Union européenne en donnant la victoire au président Boris Tadic aux élections législatives du 11 mai. Le Parti démocratique (DS) du président Boris Tadic a obtenu 38,75 % des voix (102 sièges) contre 29,22 % au Parti radical serbe (SRS) de Tomislav Nikolic (77 sièges), 11,34% au DSS du Premier ministre sortant (30 sièges), 7,57% au Parti socialiste de Serbie (SPS), soit 20 sièges et 5,3% au Parti libéral démocratique (LDP), soit 14 sièges.

La présidence de l'Union européenne s'est réjouie, le 11 mai dernier, de la nette victoire des forces pro-européennes aux élections législatives en Serbie. Elle a salué la tenue pacifique et sans heurts des élections et leur conduite libre et démocratique.

De nombreux observateurs internationaux ont salué le 12 mai la liberté et la bonne organisation des élections législatives et municipales en Serbie. Le nouveau gouvernement tarde cependant à être formé.

## **Élections législatives anticipées en Macédoine, le 1er juin 2008**

Les élections législatives anticipées tenues en Macédoine le 1er juin, étaient considérées comme un test de maturité politique alors que le pays, candidat à l'adhésion à l'UE depuis 2005, souhaite accélérer son intégration. La campagne électorale avait, en effet, été marquée par de violents affrontements entre les deux principaux partis albanais, le Parti Démocratique des Albanais (PDSH) et l'Union démocratique pour l'Intégration (BDI).

L'exigence d'un scrutin « juste et démocratique » s'était donc ajoutée aux « huit priorités à court terme » précédemment définies par l'UE comme condition pour l'ouverture de négociations d'adhésion, que sont :

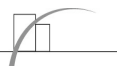
- le respect des engagements fixés par l'accord de stabilisation et d'association
- le maintien d'un dialogue politique intérieur de qualité
- la mise en œuvre effective de la loi sur la police
- réaliser des progrès dans la mise en œuvre des réformes judiciaires
- réaliser des progrès dans la mise en œuvre de la législation anticorruption
- dépolitiser l'administration publique
- alléger les obstacles à la création d'emplois
- améliorer le climat général des affaires.

Quelque 1,7 million d'électeurs ont été appelés à choisir parmi 1540 candidats leurs 102 députés. 464 observateurs internationaux surveillaient ces élections. Avec un taux de participation de 58,47%, le VMRO-DPMNE, la formation du Premier ministre macédonien, a remporté sans surprise le scrutin et devrait même disposer de la majorité absolue au sein du futur Parlement. Cependant, la journée a été marquée par de nombreuses violences un peu partout dans le pays. Dans les régions majoritairement albanaises, certains bureaux de vote ont été fermés pour cause d'irrégularités. L'UE, à travers la voix de son haut représentant Javier Solana, a demandé à ce qu'un nouveau scrutin soit organisé dans ces bureaux.

## **Visas en Serbie**

Le 7 mai, Jacques Barrot, Vice-président de la Commission européenne en charge de la justice, liberté et sécurité, a présenté à Belgrade la feuille de route sur l'assouplissement du régime de visas à l'égard de la Serbie. Ce document indique clairement aux autorités serbes les mesures à prendre afin que tous les ressortissants serbes puissent être autorisés à se déplacer sans visa. Un communiqué conjoint signé par 17 pays (France, Slovénie, Allemagne, Autriche, Chypre, Danemark, Espagne, Estonie, Grèce, Hongrie, Italie, Lituanie, Luxembourg, Slovaquie, Suède, République tchèque et Norvège) avait appelé à "faciliter" l'octroi de visas aux ressortissants des pays des Balkans occidentaux.





## **Visas en Macédoine**

Le 8 mai, la Commission européenne a transmis à la Macédoine une feuille de route sur la libéralisation des visas. En janvier 2008, un accord de facilitation des visas concernant les chefs d'entreprises, les étudiants et les journalistes est entré en vigueur. Cet accord doit désormais être étendu à toute la population. Antonio Milososki, le ministre macédonien des Affaires étrangères, a salué cette initiative, qui indique clairement les mesures à prendre afin d'aboutir à une libéralisation complète du système des visas. Les conditions pourraient être remplies, selon lui, dans le courant de l'année 2008.

## **RUSSIE**

### **Première rencontre de la coopération décentralisée franco-russe sur le tourisme, à Moscou, les 27 et 28 novembre 2008**

Aujourd'hui, une quarantaine de collectivités locales françaises entretiennent des relations de coopération très diversifiées avec des collectivités russes. L'Ambassade de France en Russie organisera un colloque sur la coopération décentralisée, consacré au thème du tourisme, les 27 et 28 novembre 2008.

Pour plus d'informations : Cécile Froberville, chargée de mission pour la coopération décentralisée - SCAC  
Courriel : Cecile.FROBERVILLE@diplomatie.gouv.fr

## **ACTUALITÉS RUSSIE**

### **Visite du ministre des Affaires étrangères et européennes, Bernard Kouchner, à Moscou**

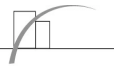
Le 20 mai, le ministre des Affaires étrangères et européennes, Bernard Kouchner, s'est rendu à Moscou, en compagnie de Jean-Pierre Jouyet, secrétaire d'Etat aux Affaires européennes. Ce déplacement représente le premier contact avec la nouvelle administration présidentielle et le nouveau gouvernement russes. À un peu plus d'un mois du début de la Présidence française du Conseil de l'Union européenne, il s'agissait de présenter aux autorités russes les priorités et les objectifs de la France pour le partenariat entre l'Union européenne et la Russie, notamment sur les questions énergétiques, de migrations et de politique européenne de sécurité et de défense.

### **Dmitri Medvedev - président, Vladimir Poutine - Premier ministre**

Le 7 mai, Dmitri Medvedev, est devenu le troisième président de la fédération de Russie après avoir prêté serment sur la Constitution lors d'une cérémonie d'investiture au Kremlin. Le successeur de Vladimir Poutine avait été élu 2 mars dernier, avec 70, 28% des voix.

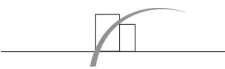
Le 8 mai, Vladimir Poutine a été nommé Premier ministre du gouvernement du nouveau président. La Douma, chambre basse du Parlement, a confirmé ce choix à une écrasante majorité. Le nouveau Premier ministre a évoqué la politique générale qu'il entend mener à la tête du gouvernement : il a promis notamment de stimuler la production pétrolière en abaissant les impôts, de dompter l'inflation et d'améliorer le niveau de vie. Le 12 mai, il a annoncé que le ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov comme le ministre de la Défense Anatoli Serdioukov seraient reconduits dans le nouveau gouvernement russe.





## **Accord pour entamer des négociations sur un nouvel accord de partenariat et de coopération Russie - Union européenne**

La présidence du Conseil, la Commission européenne et la Lituanie ont trouvé un accord, le 11 mai, lors de la troïka Union européenne - Russie, pour entamer des négociations sur un nouvel accord de partenariat et de coopération avec la Russie. Cet accord intervient après 18 mois de blocages. Il a été validé par les 27 États-membres de l'UE lors de la session du Conseil Affaires générales, tenue à Bruxelles le 26 mai. Le lancement des discussions avec la Russie est programmé pour le prochain sommet Union européenne - Russie des 26 et 27 juin en Slovénie.



## PROCHE ORIENT

### IIIème conférence du réseau des collectivités locales européennes pour la paix au Proche-Orient (COEPPO), du 25 au 27 septembre 2008, Venise, Palais des Doges

Une réunion de préparation de la IIIème conférence du Réseau des collectivités locales européennes pour la paix au Proche-Orient s'est déroulée à Venise, du 22 au 24 mai dernier.

La troisième conférence des collectivités locales européennes pour la Paix au Proche-Orient se déroulera à Venise du 25 au 27 septembre 2008. Au regard de la situation dramatique au Proche-Orient et afin de poursuivre les objectifs attendus de cette rencontre, il a été décidé d'inscrire cette troisième conférence du Réseau COEPPO sur le thème suivant : « *Faisons la paix au Proche-Orient : Reconstruisons l'espoir* ».

Selon l'accord signé le 27 novembre 2007 à Annapolis, aux Etats-Unis, entre le premier ministre palestinien Mahmud Abbas et le premier ministre israélien Ehud Olmert, les négociations de paix devraient se conclure avant la fin 2008. La Communauté internationale tout entière est appelée à faire tout ce qui est en son pouvoir pour aider au succès des négociations.

L'Europe, ainsi que les pouvoirs locaux européens, peuvent apporter leur contribution. Cette Conférence se propose donc de renforcer et élargir le rôle des collectivités territoriales européennes et cela en proposant des idées et des projets concrets.

Les objectifs de la conférence comprennent, entre autres :

- développer la collaboration avec les collectivités territoriales israéliennes et palestiniennes en faveur de la paix au Proche-Orient
- encourager la coopération décentralisée avec les collectivités locales palestiniennes pour faire face à l'urgence sociale, humanitaire et politique
- solliciter l'Union Européenne pour renforcer la coopération décentralisée, bilatérale et trilatérale, pour la paix au Proche-Orient
- solliciter l'Union Européenne pour un engagement politique plus fort en faveur de la paix au Proche-Orient.

À Venise, les collectivités territoriales trouveront les éléments pour comprendre, les instruments pour travailler, les projets à implémenter et toutes les relations à nouer pour un engagement efficace pour la paix au Proche-Orient. L'objectif étant de définir un véritable plan d'actions à réaliser pour les deux prochaines années.

Seront présents à la conférence : les collectivités locales israéliennes et palestiniennes, les principales associations internationales des collectivités territoriales, les représentants du Parlement européen, les représentants de la presse internationale et du monde universitaire ainsi que de la société civile.

La conférence se déroulera dans le prestigieux Palais des Doges sur la célèbre Place Saint Marco, ce même lieu où, le 13 juin 1980, le Conseil Européen avait approuvé l'historique « Déclaration de Venise » pour une paix juste et globale au Proche-Orient.

La conférence est organisée par le Réseau des collectivités locales européennes pour la Paix au Proche-Orient (COEPPO), la Coordination italienne des collectivités locales pour la paix et les droits humains, la ville de Venise, la Province de Venise, le Réseau de coopération décentralisée pour la Palestine (RCDP), Cités Unies France, le Fonds Catalan pour la Coopération et le développement, le Fonds andalous des villes pour la solidarité



internationale, la Province de Barcelone et la Communauté Urbaine de Dunkerque. Elle est placée sous le patronage du Comité des Régions de l'Union Européenne, le Conseil des communes et régions d'Europe (CCRE), l'Association nationale des villes israéliennes (ULAI) et l'Association des villes palestiniennes (APLA).

Pour plus d'informations sur les modalités d'inscriptions : Simoné Giovetti, chargé de mission

Courriel : [s.giovetti@cites-unies-france.org](mailto:s.giovetti@cites-unies-france.org)

Site Internet : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article521>

## PALESTINE

Président du RCDP : Claude Nicolet, conseiller communautaire, Communauté urbaine de Dunkerque

Le compte-rendu de la journée-débat, organisée par le RCDP le 21 mai dernier, est disponible sur le site Internet de Cités Unies France :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article506>

## ISRAËL

Président du groupe-pays : Charles Assouline, maire adjoint de Créteil

### Assises de la coopération décentralisée franco-israéliennes

Le groupe-pays Israël poursuit ses activités pour l'organisation des Assises de la coopération franco-israélienne, prévues en 2009. Le comité de pilotage se réunira dans les prochains mois pour choisir la collectivité locale qui hébergera cet événement parmi les villes qui ont manifesté leur intérêt en se portant candidates.

Pour plus d'informations : Simoné Giovetti, chargé de mission

Courriel : [s.giovetti@cites-unies-france.org](mailto:s.giovetti@cites-unies-france.org)

## LIBAN

Président du groupe-pays : Jean-Michel Daclin, maire adjoint de Lyon

### Réunion du groupe-pays et préparation du séminaire technique

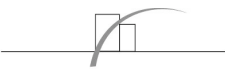
Le compte-rendu de la dernière réunion du groupe-pays Liban est désormais disponible sur le site de Cités Unies France :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article418>

La prochaine réunion du groupe-pays Liban se tiendra au mois de septembre prochain. Un courrier d'invitation précisant la date et le lieu de la réunion sera prochainement envoyé aux collectivités territoriales. Elle aura pour objectif de préciser, avec les collectivités territoriales françaises intéressées le contenu du séminaire technique sur la coopération décentralisée franco-libanaise qui se tiendra durant le dernier trimestre 2008 en France.

Pour plus d'informations : Virginie Rouquette, chargée de mission

Courriel : [v.rouquette@cites-unies-france.org](mailto:v.rouquette@cites-unies-france.org)



## ACTUALITÉS LIBAN

### **Un nouveau Chef d'Etat à la tête du pays**

Après 18 mois de crise et de violences meurtrières, **Michel Sleimane**, commandant en chef de l'armée depuis 1998, a été élu Président de la République du Liban, le 25 mai dernier, par une majorité de 118 députés sur un total de 127.

Cette élection est le résultat de la signature, le 21 mai à Doha, d'un accord négocié par le Qatar pour sortir le pays de la crise, lors d'une conférence de dialogue de 6 jours conduite par la ligue arabe.

Cet évènement a été l'opportunité de redéfinir le nombre de ministères et leur mode de répartition au sein du gouvernement ainsi que la loi électorale en prévision des élections législatives de l'an prochain.

Lors de son investiture, Michel Sleimane a appelé à l'unité du pays, « nous nous engagerons dans un plan national (...) par lequel les intérêts du pays seront une priorité sur les intérêts partisans et religieux ». Il a, par ailleurs, encouragé l'établissement des relations diplomatiques avec la Syrie et la mise en place d'une stratégie de défense contre les violations par Israël du territoire libanais.

Le nouveau Président aura la lourde tâche d'engager une réconciliation entre deux camps fortement opposés : la majorité anti-syrienne et l'opposition menée par le Hezbollah Chiite.

(Sources : AFP et Le Monde)

## ALGÉRIE

Président du groupe-pays : Georges Morin, maire-adjoint de Gières

### **Renouveau rural et coopération décentralisée**

Les représentants de Cités Unies France se sont rendus à Alger, les 11 et 12 mai dernier. Cette mission fait suite aux contacts et aux échanges entre le CNASEA et Cités Unies France, autour du programme de renouveau rural en Algérie. Une mission commune a donc été organisée afin de voir dans quelle mesure les collectivités locales françaises et la coopération décentralisée pourraient venir en appui à la mise en œuvre de ce programme. Une réunion de travail s'est donc tenue avec le ministre algérien délégué au développement rural, M. Benaïssa, et en présence des représentants de l'Ambassade de France à Alger (SCAC).

Lors de cette rencontre, le ministre algérien a lui-même présenté la politique de renouveau rural qu'il met en place et qui a la particularité d'être axée sur le développement du territoire et l'initiative locale et cela dans une approche intersectorielle et déconcentrée. Cette politique de renouveau rural reposant sur une dynamique de projets de territoires, bien connue en France, il pourrait être intéressant de mobiliser les collectivités françaises pour apporter un appui et un transfert de savoir-faire.

Le groupe-pays Algérie organisera prochainement une réunion d'information et d'échanges autour de ce programme.

Pour plus d'informations : Linda Naïli, chargée de mission au pôle Méditerranée

Tel : 01 53 41 81 90

Courriel : l.naili@cites-unies-france.org

**Assemblée Plénière du programme concerté pluri-acteurs Algérie (PCPA) « enfance et jeunesse - Jousour », les 14 et 15 mai 2008, à Oran**

Comme annoncé dans *la Lettre* du mois de mai, l'assemblée plénière (AP) du PCPA Algérie s'est tenue à Oran, les 14 et 15 mai dernier. Cette assemblée venait clôturer la phase pilote du programme et lancer la phase vraie grandeur qui s'étalera sur 4 ans (2008-2011). Les collectivités locales françaises ayant participé à la réunion d'information sur le PCPA, le 26 mars à Cités Unies France, ont été informées des modalités de participation à cette AP. Certaines ont répondu à l'appel à manifestation d'intérêt à ce programme et étaient présentes, parfois avec leurs partenaires algériennes, à ces deux journées de travail et de rencontres. Les travaux étaient organisés sous forme de séances plénières et d'ateliers qui ont permis aux participants une meilleure compréhension et appropriation des enjeux du PCPA.

Les instances de gouvernance ont été renouvelées et Cités Unies France a été de nouveau élue au sein du comité de pilotage.

Un compte-rendu de l'Assemblée devrait être disponible sur le site de CUF et du PCPA, et pour toute information complémentaire concernant ce programme, vous pouvez consulter le site web suivant : [www.pcpalgerie.org](http://www.pcpalgerie.org).

Pour plus d'informations : Linda Naïli, chargée de mission au pôle Méditerranée

Tel : 01 53 41 81 90

Courriel : [l.naili@cites-unies-france.org](mailto:l.naili@cites-unies-france.org)

**ACTUALITÉS ALGÉRIE****Visite de Bernard Kouchner en Algérie**

Le ministre français des Affaires étrangères et européennes, Bernard Kouchner, s'est rendu le 12 mai dernier, à Alger afin de promouvoir le projet d'Union pour la Méditerranée porté par Nicolas Sarkozy et de convaincre le Président algérien, Abdelaziz Bouteflika, de participer au sommet prévu le 13 juillet qui marque l'annonce officielle de la création de l'UPM.

Outre le Chef de l'Etat, le ministre français a rencontré le chef du gouvernement Abdelaziz Belkhadem ainsi que son homologue algérien Mourad Medelci, l'occasion de rassurer l'Algérie concernant la répartition des rôles au sein de la future organisation méditerranéenne.

Bernard Kouchner a, par ailleurs, souligné que « l'Algérie est un pays clé dans le projet de l'UPM et nos relations avec le Maghreb commencent par l'Algérie ». Il a également déclaré que cette visite avait été « fructueuse » mais que « tout n'était pas réglé ».

Mourad Medelci a, quant à lui, avancé que l'UPM était un projet "qui méritait l'attention" de l'Algérie. "Il est porteur de valeur ajoutée, a pour objectif d'initier une coopération multilatérale entre les deux rives de la Méditerranée et devrait assurer la coordination des projets promis à la réalisation dans les meilleures conditions possibles ».

Le ministre de l'Ecologie, Jean-Louis Borloo, et le Premier ministre, François Fillon, devraient, très prochainement, se rendre en Algérie.

Deux accords, dans le domaine de la coopération militaire et du nucléaire civil, devraient être signés entre les deux pays.

(Sources : AFP et Le Monde)

**MAROC**

Président du groupe-pays : Jacques Rocca-Serra, maire-adjoint de Marseille

**Assises de la coopération décentralisée franco-marocaines**

Les Assises de la coopération décentralisée franco-marocaine devraient se tenir les jeudi 18 et vendredi 19 décembre, à Agadir. Pour rappel, lors de la dernière réunion du groupe-pays Maroc, le 14 février dernier, les représentants du PAD Maroc avaient évoqué la possibilité d'organiser ces assises à la fin de l'année, les dernières s'étant tenues à Fès en 2001. L'objectif serait de dresser un bilan de la coopération décentralisée franco-marocaine depuis 2001 et du PAD Maroc ainsi que de définir les perspectives.

Un comité de pilotage devrait être mis en place auquel les associations de pouvoirs locaux (dont CUF) seront conviées. Cités Unies France, à travers le groupe-pays Maroc, tiendra informée ses membres de la préparation de ces Assises.

Pour plus d'informations : : Linda Naïli, chargée de mission

Courriel : [n.naïli@cites-unies-france.org](mailto:n.naïli@cites-unies-france.org) et

Virginie Rouquette, chargée de mission

Courriel : [v.rouquette@cites-unies-france.org](mailto:v.rouquette@cites-unies-france.org)

**Programme Concerté Maroc**

Après avoir rejoint le comité de pilotage du programme concerté pluri-acteurs Algérie, Cités Unies France est désormais membre du programme concerté pluri-acteurs marocain.

Le Programme Concerté Maroc (PCM), débuté en 2006 et courant jusqu'en 2010, a pour objectif de contribuer, par une stratégie concertée entre associations marocaines et françaises en partenariat avec les pouvoirs publics, à une plus grande implication des jeunes dans la société marocaine. Le programme privilégie plus spécifiquement trois champs d'intervention : éducation et formation professionnelle, l'économie sociale et solidaire et la citoyenneté et l'accès aux droits.

Le programme est financé par le Ministère des Affaires Etrangères français, et soutenu, côté marocain, par le Ministère marocain du Développement Social de la Famille et de la Solidarité et l'Entraide Nationale, notamment.

Lors de la dernière assemblée générale du PCM, à en octobre 2007, à Rabat, il a été décidé d'intégrer Cités Unies France au comité de pilotage du programme. Cette décision est motivée par la volonté forte de permettre aux collectivités territoriales d'assumer pleinement leur rôle d'institution publique territoriale dans la logique de concertation impulsée par le PCM.

En raison de l'implication forte des acteurs associatifs de la région, le conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, en la personne de Mme Ginette Verbrugghe, vice-présidente en charge des relations internationales, du partenariat associatif et de l'économie solidaire, assure, à la demande de Charles Josselin, depuis le mois d'avril dernier, le suivi politique de ce programme, au nom du groupe-pays Maroc de Cités Unies France.

Au cours du second semestre de l'année 2008, le PCM organisera un cycle de conférences en régions, au Maroc, sur les logiques de concertation entre associations, pouvoirs publics et collectivités locales sur le thème de « la prise en compte de la parole des jeunes dans les décisions politiques locales ».

La première de ces conférences se tiendra le 4 juillet prochain, à Tiznit. Elle permettra la rencontre des associations, pouvoirs publics et collectivités locales du « Territoire Sud », tel que défini par le PCM, à savoir les acteurs locaux des régions Souss Mass Drââ et Guelmin – Es – Smara. Les collectivités françaises engagées dans des partenariats de coopération



décentralisée avec des collectivités marocaines de ces territoires sont, bien entendu, invitées à prendre part à l'événement à côté de leurs partenaires marocaines. Un courrier d'invitation leur sera adressé par Cités Unies France.

Ces conférences déboucheront en fin d'année sur une conférence nationale, permettant de faire la synthèse des conférences territoriales et de faire des propositions concrètes en faveur d'une meilleure structuration et coopération des acteurs sur les questions de jeunesse au Maroc.

Une fiche de présentation du PCM est disponible sur le site de Cités Unies France :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article324>

Pour plus d'informations : Virginie Rouquette, chargée de mission

Courriel : [v.rouquette@cites-unies-france.org](mailto:v.rouquette@cites-unies-france.org)

## AFGHANISTAN

### Réunion d'information mercredi 2 juillet

Cités Unies France propose d'organiser une réunion d'information pour les collectivités territoriales intéressées par une action en Afghanistan. Les collectivités territoriales recevront rapidement un courrier d'invitation officiel.

La réunion aura lieu mercredi 2 juillet 2008, de 9h30 à 13h00, à l'Antenne des côtes d'Armor, 2, boulevard Raspail, 75007 Paris (métro rue du Bac) (**Le lieu de la réunion pourrait subir une modification. Le cas échéant nous ne manquerons pas de vous le communiquer très rapidement**).

Cette réunion permettra de faire le point sur les besoins des collectivités locales afghanes, d'envisager une mission sur place et de mettre en place un « comité de pilotage » chargé de la coordination des opérations.

La réunion aura lieu en présence de responsables des autorités afghanes, ainsi que des experts du Ministère français de l'Education nationale, du Ministère français des Affaires étrangères et européennes, ainsi que des responsables de l'Agence française du développement.

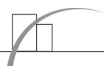
Nous encourageons les collectivités territoriales à manifester leur intérêt pour participer à cette réunion d'information.

Pour plus d'informations : Simoné Giovetti, chargé de mission

Courriel : [s.giovetti@cites-unies-france.org](mailto:s.giovetti@cites-unies-france.org)

Tel : 01 53 41 81 87





Président du groupe tourisme responsable : Jean-Claude Mairal, vice-président du conseil régional d'Auvergne

## « Les Rencontres Territoriales d'Auvergne 2008 »

Les 27 et 28 mai, le Conseil régional de l'Auvergne et le Collectif des Pactes Locaux ont organisé l'édition 2008 des Rencontres Territoriales d'Auvergne 2008 (RTA 2008).

Dans la perspective de LUX'09, 4<sup>ème</sup> rencontre internationale de globalisation de la solidarité, la plateforme « Changer d'échelle du local à l'Europe » a fait des RTA 2008 un outil d'enrichissement des problématiques solidaires dans un contexte d'échange et d'entraide sur le sujet du tourisme responsable.

Pour l'Auvergne, les Rencontres incarnent la volonté de faire état des premiers résultats d'une coopération décentralisée exemplaire sur le thème du tourisme responsable outil de développement territorial. Légitimée par un panel d'acteurs très varié, la rencontre territoriale a vocation à faire « échanger, réfléchir et proposer ensemble » des acteurs du tourisme qui évoluent, mais ne rentrent pas en synergie avec les autres acteurs.

Autour d'un programme organisé sur trois demies journées « j'illustre », « je débats » et « je propose », la rencontre a été un temps de capitalisation des apprentissages des différents acteurs rassemblés autour des valeurs communes de l'économie sociale et solidaire.

Grâce aux témoignages d'acteurs représentatifs sur des engagements individuels existants, un temps important de l'événement a été consacré à cinq minis ateliers, sur le thème du tourisme et de ses effets, pour faire émerger des propositions sur le moyens de minimiser les effets négatifs et maximiser les effets positifs. Dans une position de dialogue et de confrontation des actions, cinq groupes d'acteurs se sont mis autour de la table : les habitants là-bas, les habitants ici, les acteurs de développement territorial et les producteurs de tourisme et les appuis.

Les partenaires de la coopération avec l'Auvergne ont été mis à l'honneur comme le Mali, Madagascar et la Bosnie-Herzégovine et la Tunisie. Leurs apports ont illustré très concrètement les informations économiques, les constats pratiques et les problématiques rencontrées dans le processus de coopération décentralisée et dans la mise en valeur des activités de tourisme responsable.

Leurs constats et leurs besoins ont fait l'objet d'une restitution associée à une analyse méthodologique des témoignages à l'initiative d'un expert du tourisme et d'un groupe de recherche partenaire de l'Ecole National d'Ingénieurs des Travaux Agricoles.

Avec un travail de synthèse poussé et dense, deux idées forces sont ressorties du débat : une proposition portant sur la mise en place d'un réseau de migrants en région d'une part ; et une meilleure prise en compte du facteur inter-culturalité dans les projets tourisme d'autre part. La nécessité d'un cadrage politique préalable à tout investissement nord-sud a été vivement recommandée et appuyée par la nécessité de mobiliser les forces locales et de mutualiser les échanges entre les différents acteurs du monde touristique.

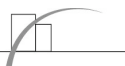
Pour plus d'informations : Fabiola Rivas, chargée de mission tourisme responsable

Courriel : [f.rivas@cites-unies-france.org](mailto:f.rivas@cites-unies-france.org) et

Anne-Claire Gaudru

Courriel : [junesse@cites-unies-france.org](mailto:junesse@cites-unies-france.org)



**Bilan 2007 – Programme ANE-AL**

Conscient des enjeux et des opportunités susceptibles d'être offertes par le nouveau programme "Acteurs non étatiques et autorités locales dans le développement" de l'Union européenne aux collectivités territoriales, Cités Unies France vous a régulièrement informé à ce sujet depuis décembre 2007.

Cités Unies France souhaite aujourd'hui réaliser un bilan de la participation des collectivités territoriales françaises aux appels à propositions lancés en 2007 dans le cadre de ce programme :

- appel à propositions "Multi-pays" (Réf. : 126340)
- appel à propositions "PMA-PFR" (Réf. : 126342)
- appel à propositions "Education au développement en Europe" (Réf. : 126341)
- appel à propositions "Mise en réseau et coordination en Europe" (Réf. : 126343)
- appels à propositions décentralisés, lancés par les délégations de la Commission européenne.

Ainsi, nous vous serions particulièrement reconnaissants de bien vouloir nous indiquer si vous avez répondu à l'un de ces appels et dans ce cas, de nous préciser les suites données par l'Union européenne à votre proposition (rejet du dossier, pré-sélection, invitation à soumettre un formulaire de demande complète...).

Et, si vous n'avez pas répondu à ces appels, nous vous serions reconnaissants de nous préciser pour quelles raisons (ex : inadéquation des appels par rapport à votre/vos projet(s), manque d'informations, ...)

Enfin, vous retrouverez prochainement sur notre site Internet un premier bilan des résultats des appels à propositions lancés en 2007 dans le cadre du programme "Acteurs non étatiques et autorités locales dans le développement" et des informations sur le programme d'action annuel 2008 du programme "Acteurs non étatiques et autorités locales dans le développement" :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article524>

Pour plus d'informations : Hélène Migot, chargée de mission Europe-Asie

Courriel : [h.migot@cites-unies-france.org](mailto:h.migot@cites-unies-france.org)

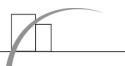
**Une plus grande place accordée aux collectivités territoriales lors des Rencontres Françaises de la Coopération Communautaire et Multilatérale (RFCM) 8**

Les 8èmes Rencontres Françaises de la Coopération Communautaire et Multilatérale, organisées par France Coopération Internationale (FCI), qui ont eu lieu le 4 juin 2008, à la Maison internationale de la Cité universitaire, ont rassemblé les principaux acteurs de la coopération internationale et du développement, français et européens, publics et privés, dont quelques représentants de collectivités territoriales françaises.

Aux côtés de Jean-Claude Mairal, vice-président du Conseil régional de l'Auvergne et d'Angelo BAGLIO, assistant du directeur général adjoint d'EuropeAid, Cités Unies France est intervenue lors de la table ronde intitulée "L'action des collectivités territoriales dans la coopération multilatérale". Celle-ci a notamment permis de revenir sur la participation des collectivités territoriales françaises aux programmes de l'Union européenne et de réfléchir aux moyens de leur en faciliter l'accès.

Pour plus d'informations : Hélène Migot, Chargée de mission Europe/Asie

Courriel : [h.migot@cites-unies-france.org](mailto:h.migot@cites-unies-france.org)



## **Réunion de la Commission des Affaires mondiales du CCRE du 4 juin**

La session matinale de la réunion de la Commission des Affaires mondiales du CCRE était consacrée au programme thématique « *acteurs non étatiques et autorités locales dans le développement* ».

La venue de plusieurs représentants de Direction Générale du Développement a permis de faire un premier bilan des appels à projets 2007, ainsi que des perspectives pour les exercices 2008 et 2009. Cités Unies France a insisté sur la nécessité de faire évoluer les procédures, pour qu'elles tiennent mieux compte de la spécificité des collectivités territoriales. Les représentants de la Commission confirmaient qu'ils travaillent dans ce sens.

Cités Unies France vous donnera plus de détails sur son site et dans les éditions prochaines de LETTRE de la coopération décentralisée.

Pour plus d'informations : Nicolas Wit, directeur adjoint  
Courriel : [n.wit@cites-unies-france.org](mailto:n.wit@cites-unies-france.org)



**« Nouvelle mandature, nouveaux regards sur la coopération décentralisée » le jeudi 5 juin 2008**

Vous avez été très nombreux le 5 juin dernier. Merci donc à Catherine Lalumière, Présidente de la Maison de l'Europe à Paris, ancienne ministre, ancienne vice-présidente du Parlement européen, et à Ghislaine Glasson-Deschaumes, directrice du programme Culture et Politique, de nous avoir accueillis dans ce lieu symbolique qui a assurément ajouté une dimension supplémentaire à cette *Journée*.

Votre exigence et votre enthousiasme collectifs nous obligent à poursuivre la démarche engagée avec vous tant les demandes et les suggestions ont été diverses à l'issue de cette *Journée*.

Dans un premier temps, nous allons condenser les débats et produire une synthèse de cette Journée. D'ici quelques semaines, nous produirons un document spécifique à l'attention des nouveaux élus et de leurs équipes.

D'ici la rentrée, nous vous proposerons un nouveau rendez-vous qui réponde aux attentes spécifiques des élus.

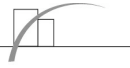
Merci à ceux qui ont participé de bien vouloir nous adresser leurs feuilles d'évaluation que nous traitons avec attention.

Le premier semestre 2008 devrait donner lieu à une *Journée de la coopération décentralisée* consacrée à la coopération décentralisée et aux migrants.

Pour plus d'informations : Guylaine Traoré, chargée de mission

Tél. : 01 53 41 81 85

Courriel : [g.traore@cites-unies-France.org](mailto:g.traore@cites-unies-France.org)



## **Commission inclusion sociale et démocratie participative**

Dans le but de poursuivre la mise en œuvre du Plan de Travail 2008 - 2010, validé récemment au cours de la 1ère réunion biannuelle de la CISDP, le secrétariat mondial de CGLU invite à rejoindre un ou plusieurs Groupes de Travail qui forment la Commission et qui sont coordonnés par les villes mentionnées ci-après :

- Inclusion Sociale (Barcelona, Espagne)
- Démocratie Participative (Ecatepec de Morelos, México)
- Droits de l'Homme et Gouvernements Locaux (Nantes – Pays de la Loire, France)

Les thèmes de réflexion et les perspectives d'action des différents Groupes de Travail figurent sur les documents :

- **Plan de Travail 2008 – 2010** : il fixe les objectifs et énumère les engagements de chaque Groupe de Travail :

[http://www.cities-](http://www.cities-localgovernments.org/uclg/upload/template/templatedocs/Plan_Travail_2008_2010.pdf)

[localgovernments.org/uclg/upload/template/templatedocs/Plan\\_Travail\\_2008\\_2010.pdf](http://www.cities-localgovernments.org/uclg/upload/template/templatedocs/Plan_Travail_2008_2010.pdf)

f (p. 2 - 3):

### **-Document d'orientation politique en matière de:**

- *Inclusion Sociale* :

[http://www.cities-](http://www.cities-localgovernments.org/uclg/upload/template/templatedocs/document_politique_IS.pdf)

[localgovernments.org/uclg/upload/template/templatedocs/document\\_politique\\_IS.pdf](http://www.cities-localgovernments.org/uclg/upload/template/templatedocs/document_politique_IS.pdf)

- *Démocratie Participative* :

[http://www.cities-](http://www.cities-localgovernments.org/uclg/upload/template/templatedocs/document_politique_DP.pdf)

[localgovernments.org/uclg/upload/template/templatedocs/document\\_politique\\_DP.pdf](http://www.cities-localgovernments.org/uclg/upload/template/templatedocs/document_politique_DP.pdf)

f

- *Droits de l'Homme et Gouvernements Locaux* :

[http://www.cities-](http://www.cities-localgovernments.org/uclg/upload/template/templatedocs/document_politique_DDHH.pdf)

[localgovernments.org/uclg/upload/template/templatedocs/document\\_politique\\_DDHH.pdf](http://www.cities-localgovernments.org/uclg/upload/template/templatedocs/document_politique_DDHH.pdf)

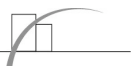
L'adhésion à un ou plusieurs groupes de travail n'exclut en aucun cas la possibilité de participer aux autres thèmes. En effet, les groupes de travail ne sont pas conçus comme des espaces clos, mais plutôt pour contribuer au développement d'un travail en réseau plus régulier et dynamique.

**Les collectivités sont priées de bien vouloir informer le Secrétariat Technique Exécutif de vos intentions d'adhésion avant le 13 juin, par courrier électronique: [cisdpc@localgovernments.org](mailto:cisdpc@localgovernments.org) ou par téléphone au +34 93 342 87 70 (à l'attention de Mme Eva Garcia).**

Le calendrier de réunions des Groupes est le suivant :

- Réunion du Groupe de Travail « Droits de l'Homme et Gouvernements Locaux » à l'occasion du 3ème Forum Mondial des Droits de l'Homme, 30 juin – 3 juillet 2008 (Nantes, France). Objet : Discussion sur de la Charte – Agenda Mondial des Droits de l'Homme dans la Ville.

- Réunion du Groupe de Travail « Démocratie Participative » à l'occasion du Congrès FLACMA, 28 – 30 août 2009 (Mexico). Objet: Discussion sur un premier document de travail sur la démocratie participative



## Étude de capitalisation sur la maîtrise d'ouvrage, CUF, F3E, PAD

En 2007, le Fonds pour la promotion des Études préalables, des Études transversales et des Évaluations (F3E), Cités Unies France (CUF) et le Programme d'Appui à la Décentralisation au Maroc (PAD-Maroc) se sont réunis pour mener une étude sur le thème du *renforcement des capacités de maîtrise d'ouvrage des collectivités locales du Sud dans le cadre de la coopération décentralisée*. Le ministère des Affaires étrangères (DAECL) et l'Agence française de Développement (AFD) sont associés au pilotage de l'étude. Deux bureaux d'étude ont été sélectionnés pour appuyer la démarche : ACT-Consultant, mandataire, et le GRET.

Cinq partenariats s'y sont d'ores et déjà engagés : le Département de Loire-Atlantique et les communes de la préfecture de Kindia (Guinée) ; la Région Rhône-Alpes et la Région de Tombouctou (Mali) ; la Communauté d'agglomération d'Evry et la Commune de Kayes (Mali) ; la Région Aquitaine et la Région du Souss-Massa-Dra (Maroc) ; le Département de Seine-Saint-Denis et la Ville de Figuig (Maroc).

A côté de ces partenariats, une vingtaine d'autres collectivités territoriales ont manifesté le souhait d'être associées à la réflexion.

La première étape de l'étude (capitalisation des expériences au sein de chacun des cinq partenariats de coopération) est désormais achevée. La seconde et dernière étape consiste en un séminaire qui permettra de réunir l'ensemble des partenariats impliqués pour croiser les regards, enrichir les premiers résultats et dégager collectivement des lignes de force. Ce séminaire se tiendra le 25 juin 2008, à Paris.

Les collectivités souhaitant y participer afin de contribuer aux débats du séminaire et enrichir les conclusions de l'étude sont invitées à se rapprocher du F3E ou de CUF afin de recevoir le programme, ainsi qu'un document de travail présentant les premiers résultats de la capitalisation, lesquels feront l'objet des débats du séminaire.

Ultérieurement, l'étude, une fois achevée, fera l'objet d'un séminaire de capitalisation.

Pour plus d'informations : Bruno de Reviers, F3E

Courriel : [b.dereviers@f3e.asso.fr](mailto:b.dereviers@f3e.asso.fr)

Tél. : +33 1 44 83 03 55

Virginie Rouquette, Cités Unies France

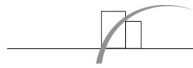
Courriel : [v.rouquette@cites-unies-france.org](mailto:v.rouquette@cites-unies-france.org)

Tél. : +33 1 53 41 81 93 et

Maxime Poissonnier, PAD-Maroc,

Courriel : [mpoissonnier@padmaroc.org](mailto:mpoissonnier@padmaroc.org)

Tél. : +212 37 68 09 02



## 15<sup>ème</sup> session plénière du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux (CPLRE - Conseil de l'Europe), à Strasbourg : 27 au 29 mai 2008

À l'occasion de sa 15<sup>ème</sup> session plénière, à laquelle Cités Unies France a participé, les membres du CPLRE ont élu Yavuz Mildon (Turquie), président du Congrès et réélu Ulrich Bohner, comme secrétaire général du Congrès. Ian Micallef (Malte) a été élu président de la chambre des autorités locales et Ludmila Sfirloaga (Roumanie) a été élue présidente de la chambre des autorités régionales.

À cette occasion, le Congrès a notamment adopté :

- un nouveau règlement intérieur : parmi les changements, il a décidé, à compter de 2009, de tenir deux sessions plénières au printemps et à l'automne
- une résolution sur un partenariat entre les pouvoirs Locaux et Régionaux et les ONG dans les Etats membres du Conseil de l'Europe
- la Charte urbaine européenne II : « Manifeste pour une nouvelle urbanité »
- le projet de Charte européenne de la démocratie régionale.

Pour plus d'informations, merci de consulter le site internet du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux : [http://www.coe.int/t/congress/Default\\_fr.asp](http://www.coe.int/t/congress/Default_fr.asp)

## OBJECTIFS DU MILLENAIRE

### Présentation du rapport de suivi mondial 2008 de la Banque mondiale sur les objectifs du millénaire

Le nouveau rapport de suivi mondial 2008 de la Banque mondiale, intitulé : « *Les Objectifs du millénaire pour le développement et l'environnement : un agenda pour un développement solidaire et viable* » a été présenté lors d'une conférence à l'AFD, le 24 avril 2008. Ces objectifs sont au nombre de huit : réduction de la pauvreté et de la faim, éducation primaire pour tous, promotion de l'égalité des sexes, réduction de la mortalité infantile, amélioration de la santé maternelle, lutte contre les maladies, environnement durable, mise en place d'un partenariat mondial (pour une présentation plus détaillée : [www.un.org/french/millenniumgoals/](http://www.un.org/french/millenniumgoals/)).

Il en résulte que la plupart des pays n'atteindront pas les objectifs du développement pour le millénaire (OMD) à l'horizon 2015. Nonobstant les résultats positifs concernant la réduction de l'extrême pauvreté, les perspectives de développement en matière de mortalité infantile et maternelle, de nutrition et d'environnement sont très sombres notamment pour les pays de l'Afrique subsaharienne. De faibles progrès ont été constatés dans ces domaines et la situation risque de s'aggraver compte tenu du contexte mondial actuel : prix élevés, crise alimentaire et augmentation du prix du pétrole.

L'accent a été mis sur les questions environnementales. Il est urgent de trouver des solutions efficaces afin de contrer les effets négatifs du changement climatique, qui atteindront principalement les pays en développement.

D'après les représentants de la Banque Mondiale, les OMD restent à la portée de la plupart des pays, ils invitent donc les pays concernés ainsi que leurs partenaires de développement à redoubler d'efforts pour les atteindre. En matière environnementale, le rapport propose notamment, de mettre l'accent sur les énergies renouvelables en Afrique subsaharienne, « sur les 35 pays de la planète présentant le plus fort potentiel d'énergie solaire, 17 se situent en Afrique subsaharienne. La République Centrafricaine, le Tchad, le



Mali, la Mauritanie, la Namibie et le Niger sont en tête des pays de la région présentant un fort potentiel d'énergies renouvelables ».

Le rapport de la Banque mondiale est téléchargeable, en français, sur le site suivant :

<http://www.worldbank.org/gmr2008>.

### **Sortie des actes du colloque sur les OMD santé – décembre 2007**

Le collectif français des organisations de la société civile sur les OMD - dont Cités Unies France fait partie - avait choisi en 2007 de porter ses efforts sur les OMD en matière de santé (OMD 4, 5 et 6, cf. article ci-dessus), partant du constat que ce sont les systèmes de santé dans leur ensemble qui sont en difficulté et qu'il convient de soutenir.

Un colloque le 12 et 13 décembre a réuni une centaine de participants en présence d'universitaires et de représentants de la société civile de huit pays, de membres d'organisations nationales (Ministère des affaires étrangères et européennes, AFD) et internationales (Fonds mondial, OCDE, OMS, Banque Mondiale) ainsi que le directeur de la Campagne du millénaire des Nations Unies.

Les thèmes discutés – priorité à la santé, obstacles à l'accès aux soins, crise des ressources humaines, les financements consacrés à la santé) ont donné lieu à des conclusions, présentées aux « décideurs » présents.

L'ensemble de ces éléments est retranscrits dans les actes, disponibles sur le site suivant :

[www.amcpfrance.org](http://www.amcpfrance.org) ou encore sur le site de Cités Unies France.

### **Université d'été du CRID**

Le CRID, collectif d'ONG françaises, organise son université d'été du 2 au 5 juillet, à Nantes. De nombreux thèmes abordés croisent les thèmes de travail de Cités Unies France, tels que les achats éthiques et le tourisme solidaire. CUF sera présent dans le module qui explore les liens entre collectifs associatifs et collectivités territoriales ainsi que dans plusieurs ateliers, en particulier celui qui traite des liens entre associations et collectivités territoriales autour de l'Education au développement. Ce moment sera l'occasion de mettre en débat la future publication EDUCASOL-CUF sur les pratiques des collectivités en matière d'EAD.

Plus largement, l'université d'été 2008 explore les grands thèmes des relations Nord-Sud aujourd'hui et de la situation mondiale : les migrations, la question environnementale, la paix et la nature des échanges internationaux : la crise financière, la responsabilité sociale des entreprises et la politique agricole. Vous trouverez l'ensemble du programme sur le site suivant [www.crid.asso.fr](http://www.crid.asso.fr)

### **Colloque sur le Co-développement**

Le groupe « migrants » du CRID organise un colloque intitulé « Migrations et développement : enjeux et pièges du co-développement », vendredi 27 juin 2008, à l'Hôtel de Ville de Paris.

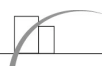
Pour plus d'informations : [www.crid.asso.fr](http://www.crid.asso.fr)

Pour les inscriptions : Claire Sobieniak

Courriel : [solidarites.internationales@cimade.org](mailto:solidarites.internationales@cimade.org)

Tél : 01 44 18 66 03





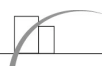
Pour plus d'information voir aussi l'agenda de la coopération décentralisée sur le site Internet de Cités Unies France :

<http://www.cites-unies-france.org>

TITRE	LIEU	DATES	INITIATIVE
Réunion du groupe-pays Caraïbes sur Haïti	Antenne des Côtes d'Armor	4 juin (matin)	CUF
Réunion d'information sur le 1 <sup>er</sup> forum franco-argentin de la coopération décentralisée	MAEE	4 juin (après-midi)	MAEE
Journée de la Coopération Décentralisée : « Nouvelle mandature, nouveaux regards sur la coopération décentralisée ? »	Paris, Maison de l'Europe	5 juin	CUF
Salon des Solidarités	Paris, Parc Floral	6 - 8 juin	Salon des Solidarités
Séminaire de restitution des Programmes concertés pluri-acteurs	Paris, CR Ile de France	10 juin	En partenariat avec CUF
Séminaire de Printemps d'Electriciens sans Frontières, ateliers géographiques (Mali, Sénégal, Burkina Faso) et thématiques	Lyon	10 juin	Electriciens sans Frontières
Réunion du groupe-pays Roumanie	Siège de CUF	12 juin (matin)	CUF
1 <sup>ère</sup> Conférence mondiale sur la Diplomatie des Villes	La Haye	11 au 13 juin	Ville de La Haye / Commission CGLU
Réunion du groupe-pays Burkina Faso (nouveaux élus, nouvelles équipes)	Siège de CUF	13 juin	CUF
Afrique Cinemascope 2008	Ambassade du Burkina Faso à Paris	14 juin	Ambassade du Burkina Faso
Réunion sur la coopération décentralisée avec la Guinée Conakry	Siège de CUF	16 juin (après-midi)	CUF
Assemblée générale du Réseau de Coopération Décentralisée pour la Palestine (RCDP)	Siège de CUF	18 juin (après-midi)	RCDP - CUF

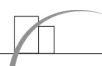


# AGENDA DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

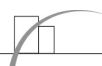


LA LETTRE  
de la coopération décentralisée

Réunion du comité d'organisation des 3èmes rencontres de la coopération décentralisée franco-brésilienne	MAEE	19 juin (après-midi)	MAEE
Séminaire : « Nourrir le monde en 2050 : oui mais comment ? Territoires et souveraineté alimentaire »	Paris	19 juin (matin)	CFSI
Forum des Autorités locales et régionales de la Méditerranée	Marseille	22 et 23 juin	Commission Méditerranée de CGLU, CR PACA, Ville de Marseille, CUF, MAEE
Séminaires de capitalisation de l'étude sur le renforcement de la maîtrise d'ouvrage en coopération décentralisée	Paris	24 et 25 juin	CUF - F3E - PAD
Réunion du groupe-pays Mali	Siège de CUF	26 juin (matin)	CUF
Réunion du programme concerté Santé Mali	Siège de CUF	26 juin (après-midi)	CUF
Réunion du groupe-pays Sénégal	Siège de CUF	27 juin (matin)	CUF
Réunion du groupe Casamance	Siège de CUF	27 juin (après-midi)	CUF
Congrès des pouvoirs locaux et régionaux de l'Europe du Conseil de l'Europe	Strasbourg	27-29 juin	Conseil de l'Europe
Réunion technique franco-slovaque	Jilina	Fin juin	SCAC
Réunion plénière de la Commission nationale de la Coopération décentralisée	Paris	30 juin	Présidence de la CNCD
3 <sup>e</sup> Forum mondial des droits de l'homme	Nantes (Cités internationale des Congrès)	30 juin - 3 juillet	Secrétariat permanent des droits de l'homme/ partenariat avec CGLU
Réunion du bureau exécutif de Cités Unies France	Siège de CUF	1 <sup>er</sup> juillet (matin)	CUF
Réunion de la cellule d'animation du groupe-pays Burkina-Faso	Siège de CUF	1 <sup>er</sup> juillet (après-midi)	CUF
Troisièmes rencontres européennes : « Les centres anciens, modèles de Villes durables »	Sofia	2 juillet	ANVPAH et VVSP



Réunion d'information sur l'Afghanistan	Siège de CUF (lieu à confirmer)	2 juillet (9h30-13h00)	CUF
Université d'été du CRID	Nantes	2 - 5 juillet	CRID
Réunion d'information sur l'Afghanistan	Siège de CUF	3 juillet (matin)	CUF
1ères Rencontres régionales de la coopération transfrontalière, du développement durable, des territoires et de la CD dans les Balkans	Sofia	3 et 4 juillet	MAEE
Réunion sur la coopération décentralisée avec la Turquie	CUF	8 juillet (après-midi)	CUF
Réunion du groupe-pays Croatie	Siège de CUF	10 juillet (matin) à confirmer	CUF
Réunion du Bureau mondial de Cités et Gouvernements Locaux Unis	Quito	10 - 11 juillet	CGLU
4 <sup>ème</sup> réunion du comité de pilotage des Rencontres franco-japonaises	Nancy	15 septembre	Comité de pilotage
3 <sup>ème</sup> conférence du réseau des collectivités européennes (COEPPPO)	Venise	25 - 27 septembre	COEPPPO
Séminaire sur l'aménagement du territoire et le développement urbain, à Varsovie	Varsovie	3 octobre	Ministère du développement régional polonais et Ambassade de France en Pologne
Journées annuelles du groupe-pays Burkina Faso	Siège de CUF	3 - 4 octobre	CUF
Semaine européenne des régions et villes (Open Days)	Bruxelles	6 - 9 octobre	Comité des Régions
Rencontres franco-québécoises	Québec	8 - 10 octobre	MAEE, ARF
Assises mondiales du Forum du Tourisme Solidaire (FITS)	Bamako	20 - 22 octobre	FITS



Congrès triennal de Métropolis	Sydney	22 - 25 octobre	Métropolis
<b>1ères Rencontres franco-japonaises des collectivités territoriales</b>	Nancy	<b>27 - 28 octobre</b>	<b>Ville de Nancy, Grand Nancy, MAEE, CUF, Ambassade du Japon-CLAIR</b>
6 <sup>ème</sup> Forum mondial du développement durable, « Afrique, environnement et mondialisation »	Brazzaville, Congo	27 - 31 octobre	Passages
4 <sup>ème</sup> session du Forum urbain mondial	Nankin	3 - 7 novembre	ONU - Habitat (CGLU partenaire)
2 <sup>ème</sup> Conférence internationale des villes jumelées	Pékin	7 - 10 novembre	Association du peuple chinois pour l'amitié avec l'étranger
Journées Européennes du Développement (JED)	Strasbourg	15 - 17 novembre	Commission européenne - Présidence française de l'UE
<b>Colloque coopération décentralisée franco-nigérienne</b>	<b>Juvisy-sur-Orge, CG Val de Marne et Paris</b>	<b>Semaine du 24 au 28 novembre</b>	<b>Programme ANIYA - groupe-pays Niger</b>
Conférence annuelle URBACT	Montpellier	26 - 27 novembre	URBACT
Rencontre de la coopération décentralisée franco-russe sur le tourisme	Moscou	27 - 28 novembre	MAEE
Réunion du Conseil mondial de CGLU	Istanbul	28 - 29 novembre	CGLU
Forum des villes sur le développement urbain durable	Montpellier	28 novembre	
<b>Atelier de la coopération décentralisée franco-turque</b>	<b>Istanbul</b>	<b>28 novembre</b>	<b>CUF - AFD</b>
<b>1<sup>er</sup> Forum franco-argentin de la coopération décentralisée</b>	<b>Buenos Aires et La Plata</b>	<b>1 - 5 décembre</b>	<b>Forum</b>
Entretiens territoriaux de Strasbourg (ETS) sur le thème : « Elargir les frontières de l'action territoriale »	Strasbourg	3 et 4 décembre	CNFPT
<b>Assises de la coopération décentralisée franco-marocaine</b>	<b>Agadir</b>	<b>18 - 19 décembre</b>	<b>MAEE, PAD Maroc</b>



## COLLECTION « GROUPE - PAYS » : 25 EUROS

- ❖ Dossier pays RÉPUBLIQUE TCHÈQUE
- ❖ Dossier pays ROUMANIE (2005)
- ❖ Dossier pays HONGRIE (2005)
- ❖ Dossier pays POLOGNE (2004)
- ❖ Dossier pays CROATIE (2006)
- ❖ Dossier pays SLOVAQUIE (nouvelle édition à paraître)
- ❖ Dossier pays CHINE (2004)
- ❖ Dossier pays JAPON (2007)
- ❖ Dossier pays MAROC (2007)
- ❖ Dossier pays TUNISIE (2005)
- ❖ Dossier pays LIBAN (2007)
- ❖ Dossier pays ISRAËL (2007)
- ❖ Dossier pays PALESTINE (à paraître 2008)
- ❖ Dossier pays BRÉSIL (2006)
- ❖ Dossier pays NICARAGUA (2006)
- ❖ Dossier pays CUBA (à paraître 2008)
- ❖ Dossier pays SENEGAL (octobre 2007)
- ❖ Dossier pays MAURITANIE (juin 2008)
- ❖ Dossier pays MALI (à paraître 2008)
- ❖ Dossier Pays AFRIQUE CENTRALE (à paraître 2008)

## COLLECTION « GROUPE - PAYS » : 40 EUROS

(comprenant le Répertoire des partenariats)

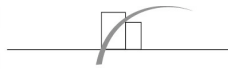
- ❖ Dossier pays VIETNAM (2005)

## REPERTOIRES DES PARTENARIATS DE COOPERATION DECENTRALISEE : 15,00 EUROS

- ❖ franco- polonais
- ❖ franco- roumains
- ❖ franco- tchèques
- ❖ franco- hongrois
- ❖ franco- chinois
- ❖ franco- japonais
- ❖ franco- algériens
- ❖ franco- marocains
- ❖ franco- tunisiens
- ❖ franco- libanais
- ❖ franco- israéliens
- ❖ franco- palestiniens
- ❖ franco- tunisiens
- ❖ franco-américains
- ❖ France - Amérique Latine et Caraïbe
- ❖ franco-sénégalais
- ❖ franco-togolais
- ❖ franco-burkinabés
- ❖ franco-maliens
- ❖ franco-malgaches
- ❖ franco-bénoinois
- ❖ franco-mauritaniens

## COLLECTION « REFLEXIONS » : 15 EUROS

- ❖ Les Jeunes, la vie locale et l'action internationale (2003)
- ❖ Regards sur la coopération décentralisée franco-burkinabé (2003)
- ❖ Pauvreté et inégalités en Afrique Subsaharienne (2002)
- ❖ Les instruments juridiques de la coopération décentralisée (2006) - **La nouvelle édition refondue paraîtra en mai 2008 !**
- ❖ L'impact local de la coopération décentralisée sur les territoires (2006)
- ❖ Migrants et collectivités territoriales (2008)



## OUVRAGES HORS COLLECTION

- ❖ Coopération décentralisée pour le développement durable, guides méthodologiques, en partenariat avec l'AFCCRE et l'Association 4D. (2005) :  
15 euros
  
- ❖ L'évaluation des partenariats de coopération décentralisée :  
10 euros
  
- ❖ Coopération décentralisée au développement local urbain en Afrique-2 volumes (2000) :  
10 euros

## DVD

- « Voter en Palestine » (2007) :  
21 euros

## BON DE COMMANDE à retourner à Cités Unies France Fax : 01 53 41 81 41

Nom .....  
Prénom.....  
Fonction.....  
Collectivité.....  
Adresse.....  
CP..... Ville.....  
Tél. :..... Fax :.....  
Courriel :.....

- Je joins un chèque de .....euros à ce bulletin (un reçu sera adressé avec les ouvrages)
  
- Je paye par virement administratif (joindre le bon de commande de la collectivité)

Frais d'envoi – 5€ pour l'étranger

Pour plus d'information, merci de contacter :  
Katarina FOTIC :  
Courriel : [peco@cites-unies-france.org](mailto:peco@cites-unies-france.org)

NB : Merci de préciser les ouvrages souhaités.

Télécharger le bon de commande sur le site Internet de Cités Unies France :  
<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?rubrique46>

N'hésitez pas à envoyer vos messages à : [coop-dec@cites-unies-france.org](mailto:coop-dec@cites-unies-france.org)

Directeur de publication : **Charles Josselin**

Rédacteur en chef : **Bertrand Gallet**



9, rue Christiani 75018 Paris • Tél. : (+33/0)1 53 41 81 81 • Fax : (+33/0)1 53 41 81 41  
Site Internet : [www.cites-unies-france.org](http://www.cites-unies-france.org)  
Courriel : [coop-dec@cites-unies-france.org](mailto:coop-dec@cites-unies-france.org)  
Pour s'abonner à la Lettre : [e.seyoum@cites-unies-france.org](mailto:e.seyoum@cites-unies-france.org)